

***l'Anti*capitaliste**

n°501 | 12 décembre 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

POUR DÉGAGER MACRON ET SA RÉFORME DES RETRAITES

construisons la
géné-
rale

GRÈVE

Dossier

**18 décembre,
journée internationale
des migrantEs!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Delevoye à la retraite!
Page 2

PREMIER PLAN

**Fraude fiscale: État
et bourgeoisie jouent
à cache-cache**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**Chili: un bras de fer dont le
résultat façonnera l'avenir**
Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Grande-Bretagne: quels sont les
enjeux de l'élection générale?**
Page 12



Par MANU BICHINDARITZ

Delevoye à la retraite!

Un citoyen modèle. Jean-Paul Delevoye affiche un bien beau cursus : maire, parlementaire, ministre de la Fonction publique sous Chirac, médiateur de la République, président du Conseil économique, social et environnemental. Au niveau politique, une parfaite trajectoire de droite, débutée au RPR, prolongée à l'UMP et achevée à La République en marche ! Logiquement nommé par Macron haut-commissaire aux Retraites dans le gouvernement actuel, il est aujourd'hui ce besogneux rapporteur qui fait mine de dialoguer avec les « partenaires sociaux » et tente de vendre sur le fond une contre-réforme totalement antisociale. Aussi dimanche, les révélations du journal *le Parisien* ont fait un peu tache : dans sa déclaration auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie politique, Delevoye a « oublié » de déclarer sa fonction d'administrateur au sein de l'Institut de formation de la profession de l'assurance. Cet Ifpass est l'organisme de référence de la branche, étroitement lié à la Fédération française de l'assurance, car tous les assureurs y forment leurs salariéEs actuels et futurs. Pour Delevoye, il s'agit certes d'une fonction non rémunérée, mais qui éclaire parfaitement le fond du projet macroniste actuel : attaquer les retraites par répartition et toutes les solidarités afin que les grandes compagnies d'assurance, pourvoyeuses de retraites complémentaires coûteuses, mettent enfin la main sur le pactole de la protection sociale. Ce conflit d'intérêts, cette confusion des genres pas si confuse entre missions publiques et intérêts privés, n'est pas sans rappeler la pratique bien connue du « pantouflage », cet aller-retour que bien des hauts fonctionnaires effectuent entre le secteur public et des entreprises privées auprès desquelles ils apportent leur expertise, leur savoir-faire, leurs relations et leur carnet d'adresses...
Devant le tollé suscité par les révélations du *Parisien*, Delevoye a dû bien vite annoncer sa démission d'administrateur de l'Ifpass. Pourtant, le compte n'y est pas : c'est bien de son haut-commissariat aux Retraites qu'il doit dégager, en emportant avec lui cette contre-réforme dont le monde du travail ne veut pas.

À la Une

POUR DÉGAGER MACRON ET SA RÉFORME DES RETRAITES

Construisons la grève générale

La mobilisation massive de jeudi 5 décembre a été le premier acte de la bataille engagée pour le retrait de la contre-réforme des retraites Macron-Delevoye. Delevoye, dont les dirigeants nationaux des syndicats louent la compétence et le souci du dialogue, mais dont on « découvre » qu'il était jusqu'à ce jour administrateur d'un organisme de formation de compagnies d'assurances. Assurances qui lorgnent sur le juteux marché des retraites individuelles privées visant à permettre à celles et ceux qui le pourront de compléter les retraites misérables que laisserait la réforme gouvernementale.

Une mobilisation qui tient

Tout le week-end, les salariéEs de la SNCF et de la RATP ont poursuivi la grève. De nombreuses manifestations ont eu lieu samedi, marquant la convergence des combats des chômeurEs, des Gilets jaunes avec celui contre la destruction de notre système de retraites. Et ce malgré les tentatives policières de briser les rassemblements, les convergences. Lundi, la forte mobilisation des salariéEs des transports en commun a entraîné une vraie paralysie de l'activité économique, notamment en Île-de-France, et va se poursuivre dans les prochains jours.

Le 10 décembre, second rendez-vous national et interprofessionnel, ce sont de nouveau des centaines de milliers de personnes qui ont défilé aux quatre coins du pays. Des effectifs et des taux de grève globalement moindres que ceux, particulièrement élevés, du 5 décembre, mais une massivité et une détermination toujours bien présentes. Avec, fait notable, de nouveaux secteurs en mobilisation, de nombreuses assemblées générales, par secteurs ou interprofessionnelles et, à Paris, des cortèges dynamiques qui ont rejoint le point de départ de la manifestation situé à plusieurs kilomètres.

Un gouvernement déstabilisé

Du côté du gouvernement, l'ampleur de la mobilisation a contraint à revoir la propagande et le calendrier. Présents sur toutes les chaînes de télévision, ministres, porte-parole, députés LREM et journalistes aux ordres ont multiplié les explications puisque, pour eux, les syndicalistes, les enseignantEs



CHARMAG

n'ont rien compris. Les promesses d'aménagements de la mise en place de la réforme se multiplient. Augmentation des rémunérations pour les unEs, clause du père, du grand-père et pourquoi pas du Père Noël pour les autres.

Et, pour tenter de casser la montée de la mobilisation, des annonces précipitées, non sans un nouveau tour de discussions-négociations avec les dirigeantEs des syndicats. À l'heure où ces lignes sont écrites, les annonces d'Édouard Philippe n'ont pas encore eu lieu. Mais, avec sa morgue habituelle, le Premier ministre a déjà prévenu qu'il n'y aurait « pas d'annonces magiques ». Quelle surprise ! On n'en attendait pas moins d'un gouvernement qui, on le sait, malgré les effets de manche et les « aménagements » visant à diviser la mobilisation et

le front syndical (au sein duquel certains tendent ostensiblement la main au pouvoir), n'a pas l'intention de modifier d'un pouce le fond de sa réforme : détruire le principe de la solidarité, individualiser les retraites, baisser les pensions, ouvrir grand la porte aux fonds de pension.

Amplifier la mobilisation

L'obtention du retrait du projet gouvernemental passe par une amplification de la mobilisation. C'est-à-dire que nous devons être nombreux et nombreuses dans les rues dans les jours qui viennent, et que la grève doit s'étendre, dans les services publics mais aussi dans le secteur privé.

Plus nombreux seront les secteurs en grève chaque jour, plus le fonctionnement du système sera en

difficulté et plus il sera possible de se tourner vers les secteurs non mobilisés pour les encourager. Dans de nombreuses villes, les rendez-vous interprofessionnels se multiplient pour agir ensemble, manifester, organiser des diffusions de tracts communes.

Les colères accumulées tout au long des dizaines d'années de régression sociale sont présentes dans tous les secteurs professionnels, chez les jeunes, les femmes, les habitantEs des quartiers populaires, les chômeurEs. Mais les divisions de tous ordres, les défaites, les rancœurs, les incompréhensions rendent encore difficile la convergence des révoltes. C'est pourquoi les temps forts nationaux, les rendez-vous locaux, par secteurs ou interprofessionnels doivent être l'occasion de débattre, de confronter colères et revendications. Et surtout de s'organiser pour fixer nous-mêmes notre calendrier, au-delà des tergiversations d'une partie des directions syndicales, mais surtout en réponse au calendrier du gouvernement.

Le niveau du rapport de forces à construire contre un gouvernement de menteurs, de tricheurs, mais qui dispose aussi de forces de répression dont il fait un usage avec une violence inédite, est celui d'une grève de masse, qui regroupe tous les secteurs du monde du travail. Faire reculer le gouvernement sur la réforme des retraites, c'est remporter une victoire sur les politiques de régressions sociales au service du patronat, des possédants, et ouvrir la possibilité d'une contre-offensive des classes populaires pour construire une autre société. Tout est possible.

FRAUDE FISCALE

État et bourgeoisie jouent à cache-cache

De l'ordre de 80 milliards d'euros sont soustraits chaque année aux comptes de l'État, essentiellement par les plus riches et les entreprises. C'est établi et, pourtant, depuis des années, l'État nous balade.

Le ministère des Finances explique régulièrement qu'il ne sait pas évaluer la fraude fiscale. Face aux Gilets jaunes, Macron avait annoncé un rapport que le Premier ministre a confié à la Cour des comptes. Eh bien, celle-ci vient, le 2 décembre, de rendre sa copie et elle affirme son incapacité à évaluer globalement la fraude fiscale. Elle rappelle que les derniers travaux, issus du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO, organisme lié à la Cour des comptes), remontent à 2007. À l'époque, leur évaluation se situait entre 29 et

40 milliards d'euros pour l'ensemble des impôts et cotisations sociales. Le rapport, qui dressait des pistes pour mieux cerner la fraude, est resté lettre morte.

Les riches fraudent beaucoup

Pourtant, le syndicat Solidaires Finances publiques publie à peu près tous les ans un rapport sur le sujet. En 2013, il retenait une estimation de l'impact du non-respect du droit en matière fiscale (soit par une fraude délibérée, soit par l'utilisation abusive, grâce à des conseillers fiscaux grassement rémunérés, des

« trous » de la réglementation) de 60 à 80 milliards d'euros, chiffre réévalué à 80 milliards en 2018. Dans son rapport de novembre 2019, Solidaires Finances publiques revient sur le sujet et compare cette estimation à d'autres issues de travaux universitaires ou officiels : le manque à gagner pourrait aller de 80 à 125 milliards d'euros.

Qui fraude ? Beaucoup fraudent un peu mais quelques-uns fraudent beaucoup : grandes entreprises et grandes fortunes. On sait que les multinationales soustraient une large partie de leurs profits à l'impôt :

le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) a publié une étude sur « l'évitement fiscal » des multinationales françaises (optimisation fiscale agressive et fraude) qui s'éleverait à 14 milliards d'euros, soit 30 % de l'impôt sur les sociétés. Pour ce qui est des particuliers, une étude universitaire de 2017 à laquelle a participé l'économiste Gabriel Zucman montre que « la pratique de l'évasion fiscale est d'autant plus importante que le niveau de richesse est important ». Elle ne porte pas sur la France, mais sur les pays

BIEN DIT

Qu'on soit travailleur manuel ou intellectuel, artisan des mots ou des métaux, jeune ou vieux, citadin ou campagnard, nous ne sommes ni dupes ni manipulables. Nous ne sommes surtout pas désunis. Soutenir ce mouvement est vital, car personne ne survivra si la vie des autres s'effondre.

SHUMONA SINHA (écrivaine), *l'Humanité*, 9 décembre 2019.

Un monde à changer

SMIC, MÊME PAS DES CACAHOÛÈTES. Le groupe d'«experts» sur le SMIC vient de rendre son rapport annuel. Aucune surprise: ce groupe, créé en 2008, répète la même chose: il ne faut pas de «coup de pouce» au SMIC, c'est-à-dire ne donner aucune augmentation au-delà de celle qui est obligatoire. Immédiatement, le ministre de l'Économie Bruno Lemaire a cru bon de déclarer qu'il était d'accord. C'est la même comédie chaque année.

Le SMIC a été créé le 2 janvier 1970 dans la foulée de Mai 68. En juin 68, les salariéEs avaient arraché une augmentation de 35% du salaire minimum alors existant (le SMIG). Le SMIC prévoit une formule de revalorisation annuelle: à la hausse des prix constatée pour les 20% de ménages aux plus faibles revenus s'ajoute 50% de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire horaire de base ouvrier et employé. Chacun sait que ce n'est pas mirobolant: en brut, pour un temps plein, le SMIC correspond à 1521,22 euros. En janvier 2018, 1,98 million de salariéEs des entreprises du secteur concurrentiel (hors apprentis, stagiaires et intérimaires) sont rémunérés au SMIC, soit 11,5% des salariéEs, dont 58,3% de femmes. Une forte proportion d'entre elles et eux (notamment de femmes) sont à temps

partiel, ce qui veut dire que leur salaire mensuel peut être plutôt 800 euros que 1521 euros.

Le SMIC est scandaleusement bas et ne permet pas de vivre correctement. C'est pour cela que le NPA revendique un SMIC à 1800 euros net.

Mais même ce SMIC étrié ne convient pas aux «experts». Cette année encore, ils préconisent de réformer la formule d'augmentation pour ne garder que le critère de l'inflation ou même aucun critère. Par contre, ils font l'éloge de la «prime d'activité», entièrement à la main du gouvernement et qui, surtout, ne coûte rien aux patrons étant financée par les impôts. C'est pour cela que Macron, l'année dernière, au plus fort du mouvement des Gilets jaunes a choisi d'augmenter cette prime et non le SMIC. Les salariéEs revendiquent un salaire qui permette de vivre correctement et non une prime qui, en plus, ne comptera pas pour leur retraite!

Chaque année, on nous explique qu'augmenter plus le SMIC serait ruineux pour l'économie. Il y en a qui n'ont pas de scrupules. En 2018, la rémunération moyenne des premiers dirigeants des sociétés du CAC 40 a augmenté de 12% en 2018 à 5,77 millions d'euros. Ce niveau de revenu correspond à 277 SMIC à temps plein!

La perte d'influence du mouvement syndical résulte, pour l'essentiel, de trois causes. Tout d'abord la dislocation d'une grande partie des principales activités industrielles, en liaison avec une précarisation du salariat. Ensuite, le bilan de plusieurs décennies d'échecs de mobilisations de caractère national (retraite, Code du travail) ou plus sectorielles (fermeture de sites, licenciements, démantèlement du secteur public). Et enfin la volonté de marginalisation, par les gouvernements, des corps intermédiaires et au premier chef des organisations syndicales de salariéEs.

Le tout a réduit la crédibilité du mouvement syndical et ses capacités militantes. Le passage à la moulinette libérale des institutions représentatives du personnel en est la mise en pratique la plus destructrice.

Une légitimité à reconstruire

Ainsi, après l'affaiblissement de la mobilisation des Gilets jaunes, les organisations syndicales sont contraintes de (se) reconstruire une légitimité dans le cadre d'un affrontement d'ampleur sur un sujet central. La CFDT, bien que forte de sa première place en matière de représentativité, ne peut reproduire la confrontation au mouvement qu'avait choisie Notat et Berger, surtout après le lamentable échec de la mise en place de la pénibilité lors de la réforme précédente. Pour la CFE-CGC ou l'UNSA, le développement relatif de professions «intermédiaires» (technicienEs, ingénieurEs, cadres) accroît la nécessité d'être à l'écoute de leur base et pas seulement des pressions exercées par les directions

SOCIAL Le syndicalisme face à la contre-réforme des retraites

Un an après la mobilisation des Gilets jaunes, le mouvement syndical se retrouve en première ligne d'une mobilisation concernant un des enjeux centraux du système de relations sociales. Un mouvement des Gilets jaunes qui a déstabilisé un temps le pouvoir, obtenu la satisfaction partielle de ses revendications. Tout en étant en marge du mouvement syndical, notamment dans sa phase montante du mois de décembre 2018.

LE GOUVERNEMENT MINIMISE LA MOBILISATION



d'entreprises ou d'administrations. La FSU est coincée entre, d'une part, des évolutions sociologiques tendant à une moindre radicalité et, d'autre part, des attaques particulièrement violentes tant en matière de métier que de rémunérations. Pour la CGT, l'affirmation de radicalité («retrait du projet Delevoye») est mise en difficulté par l'affaiblissement des

équipes syndicales, que ce soit en termes d'effectifs, de savoir-faire ou de «repères». Avec une inertie bureaucratique qui paralyse des appareils fédéraux ou régionaux institutionnalisés. Des traits que l'on retrouve à FO, avec cependant des traditions de confusion idéologique voire de collaboration de classe fortement ancrée dans de nombreux secteurs.

Solidaires reste la plus sensible aux colères même si sa faible implantation dans la plupart des secteurs la rend dépendante des syndicats plus puissants, notamment la CGT.

Construire des contrepoids

C'est au milieu de ce dédale syndical, avec l'enjeu de la «bataille de l'opinion», que le pouvoir tente de trouver une sortie pour son projet de réforme des retraites. Les intersyndicales, interpros, nationales ou locales sont fragiles et pourraient ne pas résister à des concessions significatives du gouvernement. Le report à une date ultérieure des mesures paramétriques (augmentation du nombre d'annuités, report de l'âge «pivot») et celui de la date de mise en œuvre de la réforme pour les régimes spéciaux (on parle de salariéEs nés en 1975) pourraient bien fracturer profondément le front syndical, tant entre organisations qu'à l'intérieur de certaines d'entre elles, surtout si l'isolement des «régimes spéciaux» devait perdurer. Explosivité des colères accumulées et auto-organisation sont les seuls contrepoids. **Robert Pelletier**



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

scandinaves (Suède, Norvège, Danemark), avec en moyenne 3% des impôts dus qui ne sont pas acquittés en raison de l'évasion fiscale, mais

cette part augmente à mesure que l'on va vers les fortunes les plus élevées: elle s'élève à 30% pour les 0,01% des ménages les plus aisés.

Il n'y a pas de raison pour qu'il en soient différemment en France: les très riches fraudent beaucoup.

Un contrôle fiscal intentionnellement insuffisant

Une faible partie (13 à 16 milliards) des 80 milliards est détectée par le contrôle fiscal. Et seulement la moitié des sommes détectées sont effectivement recouvrées par le fisc dans les deux années qui suivent. Les progrès mis en exergue par les gouvernements et les organisations internationales dans la lutte contre la fraude ne semblent pas donner de résultats massifs. Qui plus est, les sommes recouvrées (et donc effectivement payées par les fraudeurs) par le contrôle fiscal ont chuté de 20% depuis 2013. Plus de 3 000 emplois ont en effet été supprimés dans l'ensemble des services de contrôle depuis le milieu

des années 2000. Le nombre des contrôles a diminué.

La Cour des comptes, dans un élan de sincérité, dit que le ministère des Finances ne se préoccupe pas vraiment de l'estimation de la fraude réelle. Mais ce n'est que paroles. En fait, pour ce gouvernement (et ceux qui l'ont précédé), que les pauvres payent c'est très bien. Et d'ailleurs, ils coûtent cher: dans le même temps, on rogne sur les prestations sociales et les retraites. Par contre, il ne faut pas trop s'intéresser aux revenus réels des grandes entreprises et des riches; pour ceux-là, c'est la baisse des impôts et taxes qui est à l'ordre du jour. Ce n'est pas pour rien que l'ouverture des livres de comptes est une vieille revendication du mouvement ouvrier. En fraudant, les riches vont dans le même sens que l'État, leur État.

Henri Wilno

Le chiffre Un million

C'est le cap qui vient d'être franchi dans le nombre de signatures pour le référendum d'initiative partagée sur la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP). La route est encore longue pour atteindre les 10% du corps électoral (4,7 millions), mais ce nombre élevé témoigne du refus qui s'exprime face aux politiques de privatisations. L'effort doit se poursuivre!



Agenda

Jeudi 12 décembre, rassemblement pour la réintégration de Yann Lemerrer, Paris. À 8h30, place du Palais-Royal, M° Palais-Royal-Musée-du-Louvre.

Jeudi 12 décembre, manifestation des grévistes de l'ibis Batignolles - 150° jour de grève, Clichy. À 12h, 15, boulevard Victor-Hugo à Clichy (RER-C Porte-de-Clichy, métro Mairie-de-Clichy).

Samedi 14 décembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 57.

Lundi 16 décembre, meeting du NPA «Macron dégage! Système dégage!», Paris. À 20h, à la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, M° Gambetta.

Mardi 17 décembre, manifestation des hôpitaux, Paris. RDV à préciser.

Mercredi 18 décembre, rassemblement de soutien - Double procès de Gaël Quirante, Nanterre. À 8h, TGI de Nanterre, 179-191, avenue Joliot-Curie, RER-A Nanterre-Préfecture.

Mercredi 18 décembre, manifestation «Égales, égales, personne n'est illégal» - Journée internationale des migrantEs. À Paris, à 18h, place de la République.

NO COMMENT

Vous ne m'avez jamais entendu manquer de respect à l'égard de qui que ce soit.

EMMANUEL MACRON, 3 décembre 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

Secrétaire

de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FORD BLANQUEFORT

On est là... encore

Après une fermeture d'usine, les semaines qui suivent les licenciements, bien sûr que ce n'est pas très palpitant. Les collègues se trouvent confrontés aux difficultés réelles et multiples de retrouver un emploi et surtout un emploi correct. Et pour l'équipe militante CGT-Ford, il s'agit pour l'instant de continuer la même bataille dans des conditions nouvelles.

Mais pas de souci, on reste motivés pour continuer à dénoncer l'illégalité de la liquidation du site, à batailler contre la rapacité des multinationales comme Ford, et même contre la nullité des pouvoirs publics. Et nous avons de quoi nous occuper.

La bataille jusqu'au bout

D'abord, les éluEs du CSE (ex-CE), dits « salariéEs protégés », ne sont pas encore licenciés. Maintenant que quasiment tous les collègues sont licenciés (depuis octobre), il faut en effet que Ford demande une autorisation à l'inspection du travail. Il s'agit d'une procédure précise avec quelques formalités administratives à remplir. Et comme Ford ne veut surtout pas faire une seule erreur, rendue très prudente suite à nos multiples attaques au tribunal, cela prend un peu plus de temps que prévu. Mais nous n'attendons pas sans rien faire, nous avons préparé la réunion CSE de consultation sur nos licenciements, préparé nos « auditions », nous argumentons, nous travaillons pour que l'inspecteur du travail ait tous les éléments pour refuser nos licenciements. Légalement, il a la possibilité de les refuser pour absence de motif économique valable. En tout cas, il y a ce qu'il faut pour refuser. Et c'est une des batailles que nous menons en ce moment. Si l'inspecteur autorise (dans les 60 jours de son délai de réflexion), nous sommes licenciés. S'il refuse, Ford devra faire un recours dit « hiérarchique », pour passer au-dessus de l'inspecteur en demandant l'autorisation à... la ministre Pénicaud. Là franchement, nous n'imaginons pas que la ministre soit de notre côté.

Mais le problème n'est pas là. C'est toute l'histoire d'une bataille que nous tentons de mener jusqu'au bout, le « jusqu'au bout » ayant un sens. Dès qu'il y a un obstacle, le problème est d'essayer de le contourner. On verra bien jusqu'à quand on tient, jusqu'où on les repousse.

« Nous avons trouvé de quoi nous occuper »

À côté de cela, avec nos avocats, aidés aussi de notre expert économique, nous continuons le long parcours judiciaire, en Cour de cassation sur deux affaires : celle de l'illégalité de la fermeture et celle du non-respect de l'engagement de Ford sur le maintien des emplois, acté dans un accord en 2013. Cela nous coûte cher (la justice c'est aussi un sport de riches) mais heureusement, les soirées de concerts et de solidarité que nous avons organisées cette année nous donnent les moyens d'aller au bout.

Et enfin, nous nous lançons dans la procédure prud'homale, pour toutes et tous les salariéEs qui souhaitent dénoncer leur licenciement, à savoir l'absence de « cause réelle et sérieuse » du licenciement, donc son illégalité. Nous avons organisé une assemblée générale dimanche 8 décembre, pour expliquer la démarche qui consiste à faire des dossiers individuels mais que nous proposons de défendre collectivement avec notre avocat, comme cela se fait pour mettre plus de poids.

Donc voilà à peu près où nous en sommes. Nous ne « chômons » pas. Ford ne nous donne plus de travail mais nous avons trouvé de quoi nous occuper. Et puis dans ce contexte de mobilisation sociale, bien sûr que nous participons aux manifestations, à la lutte contre la politique du gouvernement (avec lequel nous avons quelques comptes à régler aussi). Malgré l'absence de liens avec nos collègues, nous tentons à distance de militer pour le mouvement, notamment en continuant à faire paraître notre journal CGT-Ford, *Bonnes Nouvelles – Même pas mort* sous format électronique, par la mise en ligne sur notre site (cgt-ford.com).

Philippe Poutou

EXTRÊME DROITE Le Rassemblement national instrumentalise la mobilisation

Le soutien de Marine Le Pen aux grévistes du 5 décembre n'est pas passé inaperçu. La proximité avec les municipales joue pour beaucoup, mais n'explique pas tout. Le RN déroule sa stratégie de conquête et colle à la réalité politique. La présence affirmée de l'extrême droite dans les mobilisations sociales est loin d'être un signe rassurant.

M i-novembre, Marine Le Pen rappelle son soutien aux Gilets jaunes, « le plus grand mouvement social depuis 50 ans », puis confirme la présence d'élus RN dans les cortèges du 5 : « Qu'est-ce qui est laissé comme possibilité aux Français pour exprimer leur désaccord ? La rue. Il n'y a pas d'autres moyens ». Le RN n'envisage pas les mobilisations et les blocages rendus possibles par une grève générale comme un moment d'auto-construction des luttes. L'appel au 5 se double en effet d'une pétition pour un référendum. Inutile de dire, même si le sujet répond à certaines préoccupations démocratiques, combien cette perspective casserait la dynamique en cours. La rue oui, mais n'y restez pas trop longtemps...

Une autre idée de la grève générale

Plusieurs cadres se sont mis en scène le 5 sur les réseaux sociaux, et notamment deux députés européens. L'ancien mégrériste Philippe Olivier, proche conseiller de Marine Le Pen, n'hésite pas, avec André Rougé, à utiliser le hashtag « grève générale ». On pourra s'interroger sur le rapport à la grève de Rougé, ancien directeur du développement commercial de Bouygues construction, ancien de la mouvance solidariste et du Parti des Forces nouvelles, passé par le RPR. Il prédit en tout cas que Macron va « s'attirer la défiance croissante des classes moyennes et des cadres ». Une autre idée de la grève générale... Pendant que Marc-Alexandre de Fleurian, assistant de Philippe Olivier, est dans le cortège à Calais,

où le RN l'a parachuté pour les municipales, Damien Rieu, autre assistant passé par Génération identitaire, continue sur les réseaux sociaux son agitation raciste. Car l'appel du RN à manifester n'est pas une pause dans sa politique xénophobe, contrairement à ce que semble croire Jean-Luc Mélenchon : « Pour une fois que Marine Le Pen ne cherche pas paille aux arabes et aux musulmans, elle a fait un progrès [...] en quelque sorte, en direction de l'humanisme ». Julien Odoul, qui, il y a deux mois, s'en était pris à une femme voilée accompagnant son enfant en sortie scolaire au conseil régional de Bourgogne-Franche Comté, était dans le cortège à Sens. On fait mieux en matière d'humanisme.

La préférence nationale, pivot du discours

Non, le RN ne défend pas les « intérêts communs » à toutes les

travailleurEs. Le goût de la formule ne détournera pas les salariéEs séduits par le discours du RN, qui a mobilisé à partir des seuls leviers qu'il connaît : politique de relance de la natalité, baisse de charge pour les petits patrons et lutte contre l'immigration, sa fluctuation programmatique faisant le reste. Au RN, on se souvient combien, en décembre 1995, le courrier des lecteurs de *National hebdo* avait bruisé du mécontentement devant l'hostilité du parti face au mouvement en cours. Dans les années 1990, Mégrét est à la manœuvre pour faire du FN un parti de gouvernement : professionnalisation, dédialisation, alliances à droite et liens avec des franges du syndicalisme notamment dans les transports, la pénitencière et la police. La préférence nationale est le pivot d'un discours qui bouge sur les questions économiques et

L'EXTRÊME DROITE CONTRE LA RÉFORME



sociales. C'est une nouvelle page dans la recherche, par les mouvements d'extrême droite, de la synthèse entre le national et le social. Le RN y travaille toujours. Ainsi Louis Aliot, qui jugeait il y a peu que c'étaient les élections et non la rue qui réglait les problèmes, y va aussi de son hashtag « grève générale » pour soutenir « une colère sociale qui va être nationale ».

Le RN n'attend pas passivement son heure

L'épisode des créations de syndicats FN a été un fiasco. Le RN n'est pas en mesure d'organiser les travailleurEs en dehors du mouvement ouvrier, mais il pose les jalons pour consolider sa base. Les appels pour le 5 ont, de nouveau, été doublés d'un discours contre les dirigeants syndicaux (visant essentiellement Philippe Martinez) et contre les « black-bloc-casseurs-milices-d'extrême-gauche ».

Le RN se concentre sur une sphère électoraliste mais n'attend pas passivement son heure. Gagner des villes, multiplier les élus d'opposition, se construire localement et engranger, surtout après les défaites, le mécontentement populaire, pour se poser en seule opposition valable. Dans cette perspective, les élections municipales à venir sont loin d'être un micro-événement déconnecté des mobilisations sociales. Le RN ne met aujourd'hui personne dans les rues mais parle à celles et ceux qui y sont. La vieille habitude de voir les périodes de mobilisations sociales comme des phases de recul pour l'extrême droite devrait sérieusement être questionnée.

Commission nationale antifasciste

MONTPELLIER Un procès politique, notre camarade relaxé

La répression qui sévit sans arrêt depuis plus d'un an contre les Gilets Jaunes n'a jamais cessé à Montpellier : avec à chaque fois (c'était encore le cas pour l'acte 56) des gazages massifs, des blessés, des arrestations (voir *L'Anticapitaliste* n°499)... Les procès se succèdent en décembre et janvier.

L e principal motif invoqué dans ces procès vise à criminaliser d'office chaque manifestantE : avoir « lors d'une manifestation sur la voie publique, participé à un groupement même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, pour commettre des dégradations, des violences volontaires contre les personnes ou des destructions ou des dégradations de biens ».

« Violences sur des fonctionnaires de police »

C'est une véritable attaque contre le droit de manifester : contrôle judiciaire avant jugement, avec interdiction de se rendre à Montpellier et de manifester sur tout le territoire. Avec deux femmes Gilets jaunes, notre camarade Gilbert, Gilet jaune et syndicaliste, passait en procès le

4 décembre au tribunal correctionnel de Montpellier. Blessé à la tête lors de son arrestation le 9 novembre, il était accusé de « violences sur des fonctionnaires de police » (!). Le mouvement social de l'Hérault et du Gard dans sa diversité (Gilets jaunes, LDH, CGT, ADN, ANV-COP21, collectif Cévennes-Garrigues, NPA, UCL...) avait apporté son soutien et était présent, dans la salle et aussi à l'extérieur.

Après plusieurs affaires de droit commun qui avaient plongé l'assistance dans une sordide léthargie, le tribunal s'est brusquement animé lorsque notre camarade a comparu devant les juges en expliquant d'emblée son engagement : « Je suis toujours du côté de l'opprimé ». Assumant, au nom de ses convictions militantes, de participer à une manifestation annoncée publiquement, déclarée ou non, et même

interdite, il a fait bondir la présidente : « Mais vous saviez qu'elle n'était pas autorisée ! » Ce qui a conduit le procureur à rectifier : « En France les manifestations n'ont pas à être autorisées, mais doivent être déclarées ». Face aux réactions du public, la présidente a ordonné deux expulsions de la salle. L'avocat Alain Ottan a ensuite pointé du doigt les violences policières, dénoncées par de nombreux organismes internationaux, dont celle subie par Gilbert, qui fera l'objet d'une plainte à l'IGPN.

Dossier vide

Sa plaidoirie a été interrompue violemment par la présidente du tribunal. Après avoir menacé de quitter l'audience, l'avocat a pu démontrer que le dossier était vide : la vidéo supposée montrer le jet du projectile incriminé était introuvable, la

vidéosurveillance inexploitable. Quant aux policiers agressés, aucun n'avait pu être identifié. Restaient dans la balance la déclaration écrite d'un CRS face à cinq témoignages circonstanciés de témoins de la scène. Le procureur a tout de même requis une condamnation sans emprisonnement, assorti d'une amende de 600 euros. Après délibération, le tribunal n'a pas suivi sa réquisition et a prononcé la relaxe de notre camarade, sous les applaudissements de la salle. Une petite victoire donc, à l'issue d'un procès très politique. Les deux femmes Gilets jaunes ont été condamnées à 40 h de travail d'intérêt général (tentative de feu de poubelle) et à un mois avec sursis (œufs pourris dans un sac à dos) ; ubuesques et moins sévères que la plupart des 4 000 condamnations prononcées contre des Gilets jaunes, elles montrent bien la volonté du pouvoir d'écraser les Gilets jaunes comme toute forme d'opposition radicale. D'autres procès sont programmés à Montpellier : des Gilets jaunes, des militants politiques et même une observatrice de la LDH... Un acharnement liberticide auquel le NPA répondra en contribuant à construire un front uni pour le respect des droits fondamentaux, à commencer par le droit de manifester.

Correspondant NPA 34

CHILI Un bras de fer dont le résultat façonnera l'avenir

Extrait d'un article publié dans l'hebdomadaire Brecha, en date du 6 décembre 2019¹.

Le collectif Caracol, qui travaille dans le domaine de l'éducation populaire dans les zones et territoires des périphéries, maintient dans ses analyses hebdomadaires que « l'accord de paix » signé à trois heures du matin le 15 novembre par tous les courants politiques – à l'exception du Parti communiste – a permis « la survie » du gouvernement Piñera.

Convention constituante contre Assemblée constituante

Le nom même du pacte trahit ses inspirateurs. S'il s'agit de « paix », dit Caracol, c'est parce qu'il y a eu une guerre, ce que le président Piñera dit depuis le premier jour des manifestations. La convocation d'une Convention constituante contre une Assemblée constituante telle que celle défendue par les mouvements implique plusieurs filtres.

« Cette Convention ne sera pas composée de citoyens ou de représentants des mouvements sociaux et populaires, mais de représentants des partis politiques existants », déclare Caracol. Un affront auquel il faut ajouter les deux tiers requis pour l'approbation de toute proposition, ce qui signifie un veto encore plus flagrant pour toute proposition émanant de la rue. « Ils ont montré que les débats ouverts qui se sont développés partout au Chili ne les intéressaient pas, parce qu'ils ne



« Une nouvelle constitution ou rien » DR

s'intéressent pas aux délibérations populaires », poursuit le collectif Caracol.

Daniel Fauré, fondateur de l'organisation, a analysé dans un entretien avec Brecha que la décision du gouvernement de convoquer une Constituante a été prise lorsqu'il a constaté la confluence entre la protestation de rue et la grève nationale, l'unité d'action des travailleurEs syndiqués, des résidentEs et des jeunes rebelles : « Cela revient à un boycott des assemblées territoriales, des conseils ouverts et du trawün [rencontre mapuche] ». Souvenons-nous que la dictature d'Augusto Pinochet, qui a duré 17 ans, s'est lancée dans une profonde reconstruction urbaine à des fins politiques. Lors de l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende en novembre 1970, près de la moitié de la ville de Santiago était composée de « campements », des espaces repris et auto-construits par les

secteurs populaires, qui sont ainsi devenus un sujet politique, sous le nom de pobladores, et qui ont été au cœur du processus de changement brisé par la dictature.

110 assemblées territoriales à Santiago

Actuellement, et selon une carte établie par Caracol, il existe 110 assemblées territoriales à Santiago, organisées en deux grandes coordinations : l'Assemblée des Assemblées populaires et auto-convoquées, en zone périphérique, et la Coordination métropolitaine des assemblées territoriales, en zone centrale. Ces assemblées se distinguent des conseils de quartier plus institutionnalisés, et sont parfois en concurrence avec eux. Bien qu'il y ait déjà eu un travail important au niveau territorial, la plupart de ces organisations ont été formées pendant le soulèvement. Elles organisent des

activités culturelles, des débats entre voisins, des soupes populaires, viennent en aide aux blessés et aux personnes arrêtées lors des manifestations, et organisent des caceroleos contre la répression. Beaucoup de ses membres participent aux barricades nocturnes. Mais comme au temps du dictateur, le Chili post-pinochétiste ne peut pas non plus accepter l'activisme des pobladores. La classe dirigeante chilienne ne peut concevoir que les « gueux » quittent leurs quartiers, parlent et occupent des espaces publics. Un récit de Caracol sur un affrontement qui a eu lieu à la fin novembre, lorsqu'un groupe d'habitants s'est rendu dans un centre commercial du secteur le plus exclusif de Santiago, éclaire ce phénomène : « Il a suffi qu'un groupe de gens de classe populaire apparaisse dans la cour de leur temple de la consommation à La Dehesa [centre commercial au nord-est de Santiago] pour que la classe supérieure se mette à avoir peur et les appelle à retourner dans leurs quartiers de merde » (collectif Caracol, 25 novembre 2019).

S'il est vrai que la révolte d'octobre 2019 clôture le cycle qui a commencé le 11 septembre 1973 avec le coup d'État de Pinochet, il est vrai aussi qu'un nouveau cycle s'ouvre, dont on ignore encore les principales caractéristiques. D'après ce que l'on peut voir dans les rues de Santiago, ce cycle aura deux protagonistes centraux : l'État policier – bras armé des classes dirigeantes – et les secteurs populaires, installés dans leurs poblaciones et en territoire Wall Mapu ou mapuche. Le bras de fer entre les deux façonnera l'avenir du Chili.

Raúl Zibechi

(traduction Ruben Navarro)

1 – Version intégrale sur À l'encontre : <https://alencontre.org/ameriques/amelat/chili/chili-dossier-cinquante-jours-dans-la-rue-un-bras-de-fer-dont-le-resultat-faconnera-lavenir.html>

« Nous avons entendu et vu des mitrailleuses, au moins sept, installées sur des pick-up qui sont entrés dans la zone du pont et du garage de Sinak [lieu occupé à proximité de la place Tahrir à Bagdad]. Ils avaient déjà des hommes parmi la foule car, quand ça a commencé, ils sont arrivés depuis deux directions. » La description de la scène par un témoin interrogé par le Monde (8 décembre) est sans appel : l'attaque menée dans la nuit du 6 au 7 décembre, qui s'est soldée par la mort de 24 personnes, était organisée, préméditée, et destinée à terroriser les occupantEs de la place Tahrir et, plus généralement, les contestataires.

Tahrir, épicerie de la contestation

Ce sont désormais au moins 445 personnes qui ont été tuées depuis le début du soulèvement irakien, et l'on dénombre pas moins de 20000 blessés. Un bilan tragique, qui n'a toutefois pas fait rentrer les manifestantEs à la maison : le lendemain, ils étaient de nouveau des dizaines de milliers à converger vers la place Tahrir, devenue l'un des symboles de la contestation et de l'auto-organisation du mouvement. Sur cette place, « il y a des zones avec de la nourriture gratuite, des casques gratuits, des endroits pour laver ses vêtements ou se laver soi-même. [...] Il y a des tentes où sont représentées des régions spécifiques d'Irak, ou les retraités, ou des groupes professionnels, comme

IRAK Malgré la répression, la mobilisation populaire se poursuit

Malgré l'annonce, le 29 novembre, de la démission du Premier ministre irakien Adel Abdel-Mahdi, la mobilisation populaire continue en Irak, avec de nouvelles manifestations de masse, la poursuite des occupations de lieux publics, notamment la place Tahrir à Bagdad, et des mouvements de grève. La répression se poursuit elle aussi, avec notamment un massacre commis dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 décembre.



DR

le syndicat des ingénieurs, etc. Ces tentes se réunissent entre elles et s'organisent. On discute quotidiennement de ce qu'il faut faire, mais aussi de questions de direction, de rédaction d'une nouvelle Constitution ou d'organisation de séminaires sur différents sujets politiques. »¹ Des phénomènes qui en rappellent d'autres, notamment le précédent égyptien (et plus largement le

« mouvement des places » inauguré en 2011), et qui témoignent de l'ancrage et du niveau d'organisation de la mobilisation, et participent de sa durabilité. Une mobilisation tournée, rappelons-le, contre l'extrême pauvreté, les inégalités, le chômage de masse, notamment dans la jeunesse, le manque d'accès à l'eau potable et à l'électricité, mais aussi les ingérences étrangères (de l'Irak, des États-Unis, de l'Arabie saoudite...).

« La chute du régime »

Des ingérences étrangères qui pourraient bien être derrière le massacre du garage de Sinak. C'est en tout cas ce qu'affirment de nombreux manifestantEs, qui voient la main de l'Irak et de ses (nombreuses) milices derrière cette opération meurtrière. Un Irak qui se prévaut de pouvoir faire la pluie et le beau temps en Irak et qui lui-même récemment en proie à des mobilisations d'ampleur à l'intérieur de ses frontières, qui ont donné lieu à une féroce répression (au moins

200 morts et 7000 arrestations), ne peut tolérer de voir la population irakienne se soulever contre le système politique confessionnel en place dans le pays, et qui souffle sur les braises communautaires depuis le début de la mobilisation. Jusqu'à présent, le soulèvement irakien tient bon, et les manifestantEs continuent de revendiquer « la chute du régime », dans un pays gangréné par la corruption et le clientélisme, et traumatisé par le souvenir de la guerre civile qui a suivi le renversement de Saddam Hussein lors de l'intervention étatsuno-britannique de 2003 et l'occupation du pays. Une mobilisation portée par la jeunesse et les classes populaires, qui s'inscrit dans une vague mondiale de contestation des politiques néolibérales et autoritaires, du Chili au Liban en passant par Hong Kong et l'Algérie, et à laquelle nous continuerons d'apporter tout notre soutien.

C.B.

1 – Sami Adnan, « We Do Not Want These Criminals to Rule Us », Jacobin, 23 novembre 2019.



Le monde en bref

Libye. Amnesty International dénonce la complicité de l'UE dans les violences contre les migrantEs.

Pour empêcher les migrantEs fuyant la guerre et la misère de rejoindre le continent européen, l'Union européenne a, depuis plusieurs années, organisé l'externalisation de ses frontières. Au moyen d'accords passés avec différents pays, entre autres et notamment la Libye et la Turquie, les migrantEs sont ainsi « contenus » par les autorités locales, en échange de subventions et d'accords de coopération.

La politique des autorités libyennes à l'égard des migrantEs est connue et a été largement documentée : enfermement, violences, torture, trafic d'être humains... Ce qui n'empêche pas l'UE de continuer à sous-traiter la gestion des « flux migratoires » au pouvoir libyen et à ses sinistres forces de sécurité. La France entendait ainsi livrer des bateaux aux gardes-côtes libyens, avant d'y renoncer la semaine dernière, suite à une action judiciaire et de crainte d'être poursuivie.

Le 9 décembre, Amnesty International dénonçait ainsi le fait que « l'Union européenne et ses États membres poursuivent leur coopération douteuse en matière de migration avec la Libye », exigeant que l'UE œuvre à « protéger les droits des réfugiés et des migrantEs au lieu de les contenir dans un pays ravagé par la guerre où ils sont exposés à la persécution et à l'exploitation » et rappelant « [qu'] une culture de l'impunité prospère en Libye et favorise les violations systématiques et flagrantes des droits humains et les graves violations du droit international humanitaire imputables aux milices, aux groupes armés et aux forces de sécurité ». Pour que cela cesse, tous les accords de « sous-traitance » doivent être abrogés et, surtout, les frontières doivent être ouvertes : liberté de circulation et d'installation !

Hongrie. Viktor Orbán mène une offensive contre les théâtres.

« Après les médias, la justice ou le monde universitaire, Viktor Orbán a décidé de s'attaquer à l'indépendance d'une nouvelle institution hongroise : le théâtre. » Ainsi débute un article publié par le Monde le 10 décembre, qui revient sur la nouvelle obsession du pouvoir d'extrême droite en Hongrie : mettre sous sa coupe le monde culturel, au moyen notamment d'une modification des procédures de nomination des directeurs de théâtres municipaux.



WIKIMEDIA COMMONS

Pour Orbán et les siens, il s'agit rien moins que de se débarrasser d'une des rares poches de résistance à leur volonté d'hégémonie idéologique, en détruisant toute indépendance, et même toute autonomie, des lieux de création et de représentation culturelles. Argument avancé par le pouvoir : le fait que les théâtres municipaux soient subventionnés. Pour le porte-parole du gouvernement, « l'État ne peut pas apporter son soutien à une institution culturelle sans avoir son mot à dire sur son fonctionnement ». Comme le rappelle le Monde, « l'offensive a lieu alors que Viktor Orbán a lancé depuis quelques mois ce qui ressemble de plus en plus à un "kulturkampf" dans son pays pour promouvoir une culture défendant l'identité nationale hongroise, au détriment des artistes indépendants systématiquement accusés d'être "de gauche" ou de vouloir défendre l'immigration et les droits des homosexuels. » Dans un pays marqué par le poids de la culture, entre autres et notamment du théâtre, dans la critique des pouvoirs en place, cette offensive rencontre d'importantes résistances, avec la multiplication des appels et des mobilisations pour faire reculer le gouvernement. Affaire à suivre...

APPEL « Égaux, égales, personne n'est illégal »

L'appel unitaire, signé par plus de 130 organisations, à la mobilisation du 18 décembre.

Nous, Collectifs de Sans-Papiers et MigrantEs, Syndicats, Associations, Collectifs de solidarité, États Généraux des Migrations, Marche des Solidarités appelons à des manifestations et rassemblements le 18 décembre, journée internationale des migrantEs.

Nous marcherons toutes et tous ensemble pour affirmer avec encore plus de vigueur : « Égaux, Égales, personne n'est illégal ».

Nous marcherons pour la ratification par la France de la « convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille » adoptée par l'ONU le 18 décembre 1990 et qui vise à garantir l'égalité de traitement entre travailleurs et travailleuses françaisEs et immigréEs.

Nous marcherons pour stopper la montée des nationalismes, le développement du fascisme et de toutes les formes de racisme.

Nous marcherons en mémoire des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes mortEs sur les routes de la migration, victimes des frontières et des politiques meurtrières des gouvernements des pays les plus riches de la planète et de leurs complices.

Nous marcherons pour la liberté de circulation, pour la fin du système de Dublin, l'abandon de la Directive retour et la fermeture des centres de rétention.

Nous marcherons contre l'idée fausse que l'immigration crée du dumping social, pour la régularisation des sans-papiers et pour l'égalité des droits de toutes et tous.

Nous marcherons pour soutenir et amplifier les grèves et luttes des sans-papiers pour obtenir leur régularisation et la justice sociale.

À l'heure où le gouvernement annonce des mesures sans précédent : immigration « choisie », privation – pour les demandeurs d'asile – d'accès à la protection maladie pendant les trois premiers mois après le dépôt de leur demande, durcissement des conditions d'accès à l'Aide médicale d'État (AME), nous marcherons pour affirmer que l'égalité ne se discute pas, elle doit être mise en œuvre, maintenant.

C'est la précarisation générale et la remise en cause des acquis sociaux par les politiques répressives et d'austérité menées par les gouvernements successifs, spécialement celui d'Emmanuel Macron, qui exacerbent les discours de haine, accroissent la pauvreté et le repli sur soi dans la population.

C'est en luttant ensemble que nous pourrons nous battre efficacement pour une société meilleure, solidaire et égalitaire.

LE 18 DÉCEMBRE



MobiliséEs lors de la journée internationale des migrantEs!

TOU·TE·S DANS LA RUE LE 18 DÉCEMBRE!

Les raisons de manifester ne manquent pas...

La première raison de se mobiliser le 18 décembre est une raison humanitaire : s'affirmer du côté des migrantEs traqués, maltraités, expulsés... afin de ne pas laisser dégrader des vies humaines et de ne pas perdre le réflexe élémentaire d'assistance à personne en danger.

Le 18 décembre est ensuite l'occasion de s'élever contre la politique inique du gouvernement Macron envers les étrangerEs, contre sa propagande islamophobe et raciste ; c'est dire non aux dernières mesures qu'il vient de prendre, portant atteinte au droit à la santé, dire non aux quotas professionnels proposés pour le plus grand profit du patronat.

Cette journée internationale des migrantEs doit rassembler celles et ceux qui luttent aux côtés des réfugiéEs, des migrantEs, dans toutes sortes d'associations de solidarité, d'aide humanitaire, de partis, de syndicats, de collectifs de sans-papiers, des citoyenEs... pour la régularisation des sans-papiers, pour le droit au logement, pour la fermeture des centres de rétention administrative (CRA), pour la scolarisation, la mise

à l'abri, la prise en charge des mineurEs étrangers isolés...

Le besoin d'unir nos forces

C'est un combat difficile, où l'on se sent isolé, avec l'impression que l'on est impuissant à renverser le cours des choses. Beaucoup ressentent le besoin d'unir leurs forces, et il faut effectivement construire un rapport de forces. Certes, cela ne se fera pas en un jour, et la mobilisation sur ce terrain ne va pas de soi. Mais le 18 décembre, qui s'inscrit dans un contexte de luttes, d'union des colères, est l'occasion d'intégrer la dimension de la lutte contre les discriminations, toutes les discriminations, qu'elles soit sexistes ou anti-immigréEs, et peut être un jalon pour renforcer le camp de celles et ceux qui luttent aux côtés des migrantEs. Les nombreux appels à manifester le 18, s'ils sont massivement suivis, peuvent permettre de montrer que dans ce pays, il existe un courant important de gens qui n'acceptent pas la façon dont sont traités, à côté d'eux ou à leur porte, des êtres humains.

Et puis il faut déjouer la démagogie raciste du gouvernement,

qui essaie de détourner le mécontentement en divisant les classes populaires, qui tente de désigner les étrangerEs comme ceux qui accroissent le chômage, la misère et les bas salaires. Cette stratégie éculée, pratiquée par les gouvernements successifs, doit être mise en échec. Ce n'est pas un hasard si la propagande anti-migrantEs a été engagée à cette rentrée, juste avant l'épreuve de force autour de la réforme des retraites. Mais le coup a manqué, car le mouvement a démarré très fort et l'immigration, d'après les enquêtes d'opinion, vient loin derrière les préoccupations exprimées dans le mouvement social actuel.

Pour l'égalité des droits, la liberté et la démocratie

Être nombreux et nombreuses dans la rue le 18 sera un point d'appui pour construire un front s'opposant à la politique de l'extrême droite et de la droite extrême, qui fait de la lutte contre les immigréEs son fonds de commerce. Et ce sera aussi une démonstration qui servira à convaincre les étrangerEs qu'une partie de la population française ne suit pas cette politique

mortifère. Cela peut établir des ponts entre la population laborieuse ici en France et les pauvres arrivés du monde, là où d'autres veulent construire des murs entre les exploités. La lutte contre les étrangerEs fait partie de la « guerre aux pauvres » engagée par les puissants de ce monde.

Enfin, ici en France, les attaques ignobles contre les migrantEs sont un banc d'essai pour les politiques liberticides du gouvernement qui frappent toutes les classes populaires : la carence de trois mois constitue une atteinte au droit d'asile et au droit à la santé. L'évacuation des campements à Paris est commanditée par le préfet Lallemand, connu pour sa répression contre les Gilets jaunes. La volonté d'organiser toujours plus d'expulsions de migrantEs du territoire permet toutes sortes de pratiques occultes, justifiées par la lutte anti-terroriste, l'état d'urgence, qui sont autant de moyens de réprimer la population qui se révolte.

Manifester le 18 décembre c'est donc, en définitive, lutter pour l'égalité des droits, la liberté et la démocratie.

Dominique Pierre

POLITIQUES RACISTES: MACRON DANS LA CONTINUITÉ DES SES PRÉDÉCESSEURS

Le 6 novembre, par la voix de son Premier ministre, le gouvernement annonçait un nouveau train de mesures anti-immigrés: les médias ont surtout retenu la réactivation d'une politique de quotas pour l'immigration économique, politique d'«immigration choisie et non subie» élaborée et impulsée sous Sarkozy afin de satisfaire au mieux les besoins du patronat dans les secteurs où il peine aujourd'hui à recruter.

L'autre mesure «phare» est la restriction de l'accès et du champ d'application de la protection sociale des étrangers, que ce soit pour la Protection universelle maladie (PUMA, pour les demandeurs d'asile) ou l'Aide médicale d'État (AME, pour les sans-papiers): au mépris d'un devoir élémentaire d'humanité comme du souci de la santé publique, les demandeurs d'asile, à l'issue d'un parcours migratoire souvent ravageur sur le plan physique et mental, seront dorénavant privés durant trois mois (minimum) de toute protection sociale.

«Reprise en main du contrôle des flux migratoires»

Comme l'ont souligné 10 associations¹ dans un appel commun contre les mesures annoncées, «en s'attaquant à ces systèmes, le gouvernement va accroître le nombre de renoncements aux soins, déjà très importants chez ces personnes. Ces mesures vont impacter la santé de ces personnes vulnérables et vont reporter la charge du soin sur les hôpitaux en particulier les urgences et les PASS, et alourdir les démarches administratives déjà compliquées. Cette complexité des démarches se traduirait notamment par l'obligation pour toute personne demandant l'AME de se présenter physiquement lors de l'enregistrement de leur dossier auprès des CPAM. Cette mesure va venir engorger les guichets de ces caisses, qui n'ont pas les



moyens d'accueillir toutes les personnes.»

Les autres mesures (durcissement des critères de naturalisation, accélération des procédures d'expulsion pour les mineurs issus des pays dits «sûrs», lutte contre les campements de migrants, construction de trois nouveaux centres de rétention...) ont été annoncées sur fond de discours nauséabond autour de la «reprise en main du contrôle des flux migratoires», de la dénonciation du prétendu «tourisme médical», de «lutte contre les fraudeurs», et autres éléments rhétoriques empruntés à la droite et à l'extrême droite.

Contre le racisme d'État!

Ces mesures, en parfaite continuité avec la précédente loi Collomb, n'ont en soi rien de nouveau: mais elles dénotent (au moment où l'IFOP nous apprend que l'immigration n'arrive qu'en sixième position dans les «préoccupations des Français») la volonté du gouvernement de flatter l'électorat des Républicains et du Rassemblement national: dans la perspective des municipales, il préfère faire porter le débat politique sur ce sujet plutôt que sur le chômage, la santé, l'école ou les retraites... Le NPA dénonce ces mesures anti-migrants et leurs effets sur la

multiplication des actes racistes et islamophobes. Il se mobilisera au côté des premiers concernés et s'attèle, dans la perspective de la mobilisation du 18 décembre prochain, à l'occasion de la journée internationale des migrants, à renforcer le cadre unitaire mis en place pour la défense des droits des étrangers, contre le racisme d'État et pour la liberté de circulation et d'installation.

Correspondants

1 - Médecins du Monde, AIDES, Emmaus France, Gisti (groupe d'information et de soutien des immigrés), La Cimade, UNIOPSS, Médecins sans frontières, Fédération des acteurs de la solidarité, Sidaction, France Assos Santé.

GRÈVE DES SANS-PAPIERS EN ÎLE-DE-FRANCE: LA LUTTE PAIE!

Entamée le 1^{er} octobre, alors que se tenait à l'Assemblée nationale un énième débat sur l'immigration, la grève coordonnée de 130 salariés sans papiers soutenus par leurs syndicats CGT constitue une belle victoire. Dans 11 des 12 entreprises touchées par des occupations ou des piquets de grève, les salariés sans papiers ont obtenu la délivrance par leurs employeurs des CERFA indispensables à toute demande de régularisation.

Ce qu'il n'était pas possible d'obtenir quelques jours avant le mouvement l'est devenu sous la pression des grévistes. Mieux, sur certains sites, les directions acculées ont dû se résoudre à négocier sur des revendications allant au-delà de la régularisation. Ainsi au KFC de la place d'Italie, les grévistes ont obtenu la modification de leurs contrats de travail de 13 heures hebdomadaires à des contrats à temps plein. À Campanile ils et elles ont obtenu une révision de leurs primes et une requalification de leur statut (ce qui équivaut pour certains à une hausse de salaire de 300 euros).

Les patrons et les préfetures font de la résistance

À l'heure où est écrit ce texte, seul un patron sur les 12 concernés fait toujours de la résistance, celui de la boîte d'intérim Cervus à Levallois-Perret. Influencés peut-être par un syndrome d'impunité locale, les responsables de l'agence et les flics municipaux multiplient les provocations racistes et les menaces «Si vous remettez des affiches, je vous tire dessus». S'appuyant sur la circulaire Valls du 28 novembre 2012, exigeant une présence d'au moins 5 ans sur le territoire français et des feuilles de paie relatives au séjour, les préfetures font du zèle et contestent les dossiers qui leur sont présentés par les organisations syndicales.

Chronopost: la lutte continue!

Depuis 5 mois, les salariés de Chronopost sont en lutte pour leur régularisation et se heurtent à une fin de non-recevoir. Ils/elles dénoncent un «système de sous-traitance en cascade» par lequel La Poste, Chronopost, Derichebourg et Mission Intérim se rejettent la patate chaude pour faire obstacle aux conditions de régularisation et maintenir un système bien huilé

afin de perpétuer la précarité, des salaires au rabais et des conditions de travail intenable. Les grévistes et leur syndicat SUD exigent la régularisation de toutes et tous les salariés concernés ainsi que l'instauration d'un guichet unique de régularisation.

Les grèves et la solidarité sont nos armes

Dans un autre registre, les femmes de ménage de l'hôtel Ibis Batignolles de Paris 17^e se battent avec courage et détermination depuis près de 4 mois pour obtenir «l'internalisation» de leur contrat de travail et exiger ainsi des salaires et des conditions de travail plus décentes. Sans l'apport financier organisé par leur comité de soutien et les cagnottes de solidarité, leur lutte serait fragilisée et ne leur permettrait pas de tenir sur une aussi longue durée.

Quelques leçons à tirer pour préparer la suite

Oser lutter, oser vaincre: lorsque des équipes syndicales réellement motivées donnent la confiance aux salariés sans papiers pour se mettre en grève contre le chantage patronal à la régularisation, contre la surexploitation dont ils et elles sont victimes, elles trouvent le plus souvent des acteurs et des actrices déterminés et qui vont jusqu'au bout! Pour cela, il faut utiliser l'arme syndicale qui permet d'éviter la dispersion, de regrouper les salariés d'un même employeur (certains par peur de la répression patronale et policière ne disent même pas à leurs collègues de travail qu'ils ou elles sont sans papiers). C'est le boulot des anticapitalistes de considérer comme un axe important de leur activité militante d'organiser la solidarité active aux luttes des sans-papiers qui sont la partie la plus exploitée et la plus vulnérable de notre classe!

Alain Pojolat

ATTAQUES CONTRE L'ACCÈS AU SOIN DES DEMANDEUR·E·S D'ASILE

Les inspecteurs de l'IGAS (Inspection générale de la santé) et de l'IGF (Inspection générale des finances) ont remis leur (sale) copie au gouvernement concernant les droits à la protection maladie des migrants et des exilés.

Les mesures annoncées s'en prennent essentiellement aux demandeurs d'asile. Ceux-ci bénéficiaient, jusqu'à présent, de la CMU/PUMA dès que leur demande d'asile était déposée. Le gouvernement a décidé d'introduire un délai de carence de 3 mois à partir de l'obtention de l'attestation de demande d'asile.

Six mois sans accéder aux soins?

Or aujourd'hui les délais pour posséder ce sésame sont de plusieurs mois. La première étape consiste à être reçu dans une structure de premier accueil des demandeurs d'asile qui peut demander plusieurs semaines, les dispositifs étant saturés (par exemple pour

la région parisienne il n'existe que trois adresses devant lesquelles les demandeurs d'asile campent en attendant leur tour). La deuxième étape est le rendez-vous donné au guichet de demande d'asile qui délivrera enfin l'attestation de demande d'asile. La troisième étape correspond à la réception de la carte Vitale avec droits ouverts à la CMU.

Ces étapes mises bout à bout, c'est pendant au moins 6 mois que les demandeurs d'asile ne pourront pas accéder à des soins. Les conséquences en termes de santé individuelle et de santé publique sont nombreuses: renoncement à se soigner, retard à la prise en charge de pathologies qui ne pourront que s'aggraver mais également recours aux

urgences des hôpitaux déjà bien mal en point.

Dans le droit fil de la loi «asile-immigration»

Le prétexte? Les prétendus nombreux «abus» de ces 135000 demandeurs (65% seront déboutés et devront alors demander l'AME, et ce sera reparti pour un tour sans couverture médicale) qui viendraient en France uniquement pour se faire soigner. De façon ridicule et grotesque, selon les dires du gouvernement, ils seraient motivés par la pose de prothèses mammaires ou d'interventions pour prothèses de hanche! En fait cette mesure est dans le droit fil de la loi «asile-immigration» qui rallongeait la rétention des déboutés tout en réduisant les

délais pour un recours, véritable machine à expulsion.

Concernant le risque envisagé de remise en cause de l'AME, celle-ci est rabaissée mais le pouvoir a reculé devant la mobilisation des ONG et d'une partie du corps médical. Le ticket modérateur, un temps évoqué, n'est pas retenu, par contre est actée une demande d'entente préalable pour certaines pathologies ainsi qu'un contrôle accru des demandes qui seront dorénavant centralisées dans trois centres de la CPAM (Paris, Saint-Denis et Marseille). Macron durcit un peu plus sa politique migratoire pour séduire l'électorat de droite et poursuivre son match avec le Rassemblement national.

Christian Bensimon



RETRAITES DES FEMMES

On nous prend pour des quiches ?



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Ce gouvernement n'a pas honte quand il ose dire que sa réforme va réduire les écarts de retraite entre les hommes et les femmes.

Quatre mécanismes principaux de la réforme rendent cela tout simplement impossible :
 – La durée sur laquelle la retraite est calculée augmente, passant des 25 meilleures années (privé) ou des six derniers mois (public) à l'ensemble de la carrière. Or on sait que près de 80% des temps partiels sont occupés par des femmes. Donc ces années à moindre salaire seront forcément toutes prises en compte alors qu'elles ne l'étaient que partiellement avant. De même pour les congés parentaux, qui étaient validés dans la limite de trois ans et qui étaient, de fait, effacés par l'effet 25 meilleurs années/six mois. Avec la réforme Delevoye, ils seront comptabilisés dans le calcul global de points à hauteur de 60% du SMIC. Comment l'intégration de toutes les « mauvaises » années au calcul pourrait-il favoriser les femmes qui les subissent encore davantage que les hommes ?

– Les 4 trimestres considérés comme cotisés pour chaque naissance (attribués à la mère) et les 4 autres pour l'éducation (attribués au père ou à la mère) disparaissent. Ce qui revient à obliger les femmes à travailler une à deux années de plus pour maintenir le niveau de leur retraite. Si elles ne le font pas, à âge de départ égal, leur retraite baisse et l'effet est démultiplié par la décote de 5% par annuité manquante. On a donc le choix entre travailler plus longtemps ou toucher moins. Est-ce vraiment une avancée pour les femmes ?

– Les bonifications de retraite liées aux enfants passeraient de 10% au 3^e enfant à 5% dès le premier enfant. Au premier abord on peut y voir une avancée. Mais dans les deux cas, si vous devez choisir sur quelle retraite mettre cette bonification en pourcentage, il est évidemment avantageux de la mettre sur les retraites des pères qui sont plus élevées. Mais puisque la moitié des couples se séparent, une femme sur deux ne profitera pas de cette bonification... On ne peut pas vraiment parler d'une avancée, non ?

– Les pensions de reversion sont également concernées par la réforme, or elles concernent les femmes dans 90% des cas. Recul de l'âge d'ouverture de ce droit, baisse du montant... Comment cela pourrait-il être favorable aux femmes ?

Delevoye, Philippe, Darmanin, Schiappa, Macron... tous ces gens pensent-ils vraiment que l'on va gober leurs mensonges éhontés ? Soit ils n'ont pas de morale et n'hésitent pas à mentir pour faire passer leur réforme, soit ils nous prennent vraiment pour des quiches... Dans les deux cas, les femmes ont quatre fois plus de raisons d'être mobilisées contre cette réforme des retraites ! Alors, toutes en grève et dans la rue !

Elsa Collonges

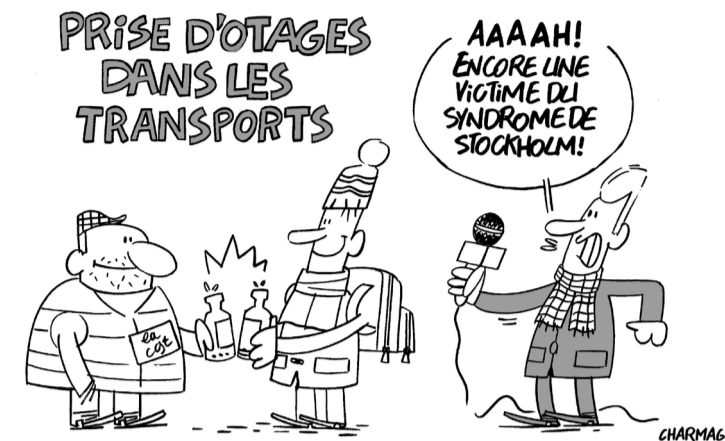
SNCF En grève pour faire plier Macron

Il fallait le voir pour le croire. L'ambiance était grave dans les assemblées générales (AG) du 5 décembre à la SNCF.

Avec moins de 10% des trains qui roulent, les chiffres révélés la veille sur les déclarations d'intention de grève massives étaient confirmés : plus de 90% des conducteurEs en grève, près de 80% des contrôleurEs, presque 65% des aiguilleurEs et les trois quarts des ouvrierEs des ateliers. Un mouvement qui démarre plus fort que les trois précédents de 2014, 2016 et 2018. Mais aussi plus fort qu'en 1995.

Les cheminotEs ne sont pas seuls

La sidération d'avoir réussi ce tour de force, préparé par la grève massive de la RATP le 13 septembre puis par les débrayages sans préavis de la mi-octobre, l'a donc emporté dans les AG du 5 décembre, assez bien fréquentées (plus de 350 à Nantes, 160 à Lille, 250 à gare de Lyon, mais aussi 150 à Achères, à Vaires-sur-Marne ou à



Brétigny en banlieue parisienne). On se demande si le mouvement est vraiment parti, on craint le feu de paille. Un peu comme on se pince pour y croire.

Ce sont les manifestations de l'après-midi qui feront éclater l'enthousiasme. Départs en cortège depuis les gares des grandes villes, parfois rejoints par d'autres secteurs – hospitalierEs, profs, étudiantEs, boîtes du privé, les petits ruisseaux font les grandes rivières. Les cheminotEs ne sont pas seuls. Ils et elles ont plus que du soutien : des camarades d'autres secteurs massivement mobilisés avec elles et eux, contre Macron et son monde. Le mouvement est lancé.

Un mouvement qui dure

Pour les trois jours suivants, on pouvait craindre une baisse drastique des taux de grévistes, tradition du week-end oblige. Mais on observe à peine un tassement. Même dimanche, jour sans AG, 80% de grévistes à la conduite. Pour le lundi, la SNCF envoie un texto à tous ses usagerEs – ça fait du monde – leur recommandant, face au « trafic extrêmement perturbé » de « ne pas venir en gare. » Vendredi, les reconductions massives à la RATP et celles plus minoritaires, mais moins attendues, dans l'éducation nationale ont confirmé les cheminotEs dans leur choix d'aller jusqu'au bout. Autour des AG, on s'organise. Des comités

de grève ou de mobilisation ont été élus dans presque une dizaine de gares ou d'ateliers, regroupant des syndiquéEs de différents syndicats et des non-syndiquéEs qui s'engagent à mettre en musique les décisions démocratiques des AG. Là où ils n'existent pas ou pas encore, des réunions de travail avant et après l'AG regroupent touTEs les cheminotEs actifs dans la grève, pour confectionner une banderole, écrire un tract, planifier des tournées auprès des collègues ou explorer les liens avec d'autres secteurs.

La colère des cheminotEs est celle de touTEs les travailleurEs. Elle dépasse aussi la question des retraites – au passage de nombreuses AG ont adopté à l'unanimité le retrait du projet sans amendement ni négociation, une évidence ! Les salaires, les embauches, la qualité des services rendus aux usagerEs, tous ces problèmes sont sur la table. Non pas des revendications corporatistes : les manœuvres d'Édouard Philippe de proposer des négociations par branche voire par entreprise n'ont intéressé que les directions syndicales mais laissé les grévistes indifférents. Mais des revendications pour la lutte de l'ensemble des salariéEs.

Correspondant

RATP Le « TouTEs ensemble » en construction dans les dépôts

Le 13 septembre dernier, les agentEs de la RATP avaient déclaré la guerre, de manière fracassante, à la réforme des retraites, sans égard pour l'agenda gouvernemental qui l'avait repoussée après les municipales.

Avec une majorité de lignes de métro complètement fermées et moins de la moitié des bus qui roulaient jeudi 5 décembre, l'exploit du 13 septembre est réitéré. Et dépassé dès le lendemain tant les reconductions sont massives. Trois jours après, le lundi 9 décembre, toujours 8 lignes de métro complètement fermées !

« Grève illimitée »

Si la tradition des assemblées générales (AG) est moins ancrée à la RATP qu'à la SNCF, les piquets sont bien fréquentés, dès 4 h 30 dans les dépôts de bus, un peu plus tard dans les ateliers. C'est là que les grévistes discutent stratégie et échangent leurs idées avant de voter la reconduction dans l'AG plus tard dans la matinée. Dans au moins quatre attachements, l'organisation à la base a débouché sur l'élection d'un comité de grève.

Si les cheminotEs parlent de grève « reconductible », à la RATP on

préfère le terme « illimitée », histoire de bien signifier qu'on tiendra jusqu'au retrait. Ce qui n'empêche pas de se réunir, de voter régulièrement la grève et d'entamer une grève active.

Les quelques non-grévistes du jeudi 5 en ont écœuré plus d'un. Mais dès le vendredi 6, les langues se déliaient et il était convenu de systématiser les discussions insistantes avec les collègues qui travaillent pour les entraîner dans la grève. La question du décompte des repos encadrés par des jours de grève a aussi fait planer le spectre de reprises partielles du travail

vendredi 6 ou lundi 9. Mais finalement, c'est la vraie grève illimitée qui l'emporte de loin pour l'instant.

Liens interprofessionnels

Souvent les manifestations du 5 ont été l'occasion de tisser des premiers liens « interprofessionnels ». À Saint-Ouen puis dans le 18^e, pas moins de 4 dépôts et ateliers RATP ont formé un cortège rejoint par des grévistes de l'Alstom, des postiers, des étudiantEs et des enseignantEs pour rallier ensemble la manifestation parisienne. Dans le 20^e arrondissement, les enseignantEs en grève

ont été rejoints dans leur AG de quartier par les grévistes du dépôt de bus de Lagny.

Fiers d'avoir engagé le bras de fer avec Macron dès septembre, déterminés à tenir leur grève illimitée, les agentEs RATP cherchent à tisser des liens avec d'autres secteurs en lutte par tous les moyens possibles. Comme un air de 1995 sur les piquets, mais cette fois, sans s'en arrêter à la grève par procuration. C'est bien la généralisation de la grève, son extension à d'autres secteurs, que visent les agentEs RATP.

Correspondant

LE 5 DÉCEMBRE À PSA Pour que l'automobile embraye !

La grève du jeudi 5 décembre n'a pas épargné les usines du groupe PSA.

Près de 200 grévistes à PSA Caen, 150 à Vesoul, 150 à Valenciennes, entre 400 et 500 grévistes à PSA Sevelnord (Hordain)...

Dans la région parisienne, à PSA Poissy, la direction avait mis l'usine au chômage partiel les 5 et 6 décembre, en prévision

du manque d'approvisionnement. Ce qui n'a pas empêché 40 ouvriers de défiler en cortège à la manifestation.

« Pourvu que les cheminots défoncent Macron »

Évidemment, pour beaucoup cette journée était peut-être celle des cheminotEs ou des enseignantEs, mais certains ouvrierEs savent que la réforme signifie la baisse « universelle » des pensions pour tout le monde. Alors comme le dit un ouvrier de Poissy : « Moi je comprends rien à la réforme, mais pourvu que les cheminots défoncent Macron et ses amis ! »



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

Depuis des semaines, à PSA Poissy, l'équipe de nuit disparue, les ouvriers font maintenant face à une réorganisation qui vise à faire passer l'usine à une seule équipe le 20 janvier. La direction menace de mutations forcées, de supprimer la prime d'équipe de 130 euros et tous les cars qui acheminent pas moins 600 ouvrierEs sur 2600. Le but : que tous ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter un véhicule pour faire parfois 80 kilomètres de leur domicile à l'usine craquent et la quittent...

Mi-novembre, des centaines d'ouvrierEs de tous les bâtiments et secteurs, sur

les deux équipes (dont plus de 300 au montage) se sont réunis pendant les pauses pour discuter des attaques... Dans une des deux équipes, une trentaine d'ouvriers ont même débrayé pour tourner au montage et convaincre les collègues qu'il fallait commencer à s'organiser et préparer la riposte. La direction a reculé sur la prime, qui ne sera diminuée que de 35 euros. Cette colère-là contribue à rendre la grève des cheminotEs populaire dans certains secteurs. Ce qui financerait les retraites ce sont les embauches et la hausse des salaires. C'est cela que les ouvrierEs de l'automobile pourraient revendiquer bientôt dans la rue et par la grève, côte à côte avec toutes celles et tous ceux qui y sont déjà.

Léo Baserli

JEUNESSE Des premières vagues au déferlement ?

Les jeunes, notamment les étudiantEs, ont bien répondu présents le 5 décembre. Les fermetures administratives d'universités se sont multipliées en région parisienne mais les étudiantEs sont allés sur des piquets, des blocages et des AG d'agentEs de la RATP où ils et elles ont été très bien reçus.

Le mardi 12 novembre, Hollande était empêché de rentrer dans une fac lilloise et, à Paris, les grilles du ministère de l'Enseignement supérieur tombaient. Des rassemblements dans quarante villes, pas sous l'angle marche blanche, mais offensifs. 800 étudiantEs se sont rassemblés devant le CROUS de Lyon. Pour se souvenir – Anas s'est immolé devant ce bâtiment – mais aussi pour faire entendre sa colère. Le lendemain, la fac de Lyon 2 était bloquée et le surlendemain, 500 personnes se réunissaient en assemblée générale pour discuter de comment se battre contre cette précarité.

Bien vite, on comprend que le sort réservé à une partie de la jeunesse scolarisée est à l'image de celui réservé à toute une partie de la population. En pleine mobilisation des hospitalierEs, difficile de ne pas faire le lien entre leurs revendications – 300 euros d'augmentation de salaires, des embauches et des ouvertures de lits – et la colère exprimée par les jeunes pour de meilleures conditions de vie. Et à trois semaines du 5 décembre, le lien s'imposait comme une évidence : les jeunes dans la galère,



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas ! Car c'est bel et bien toute cette société, fondée sur l'exploitation d'une classe par une autre, qui ne promet aux travailleurEs qu'une retraite de pacotille à l'issue d'une vie active rallongée et à leurs enfants la galère des petits boulots pendant et après les études. La mobilisation des étudiants lyonnais qui ont manifesté à 1200 dans les rues de la ville le mardi 26 novembre était en cela le meilleur annonciateur de la journée du 5 décembre.

La vraie politique

1500 étudiantEs et lycéenEs ont battu le pavé dans les rues de Lyon le 5 décembre. Le lendemain, au côté des cheminotEs et des profs qui avaient reconduit, ils étaient à nouveau une grosse centaine dans les cortèges à chanter le désormais incontournable « On est là... ». À Paris, il a fallu littéralement tenir la rue face à des flics harcelant et bloquant continuellement les cortèges, notamment les jeunes qui étaient nombreux en tête

le 5 décembre ; des dizaines de milliers de manifestantEs ne se sont pas laissés intimider. Près de 150 étudiantEs de presque toutes les facs de région parisienne se sont retrouvés le lendemain à Jussieu pour décider de participer à la manifestation des Gilets jaunes du lendemain et y sont allés derrière leurs banderoles. Depuis le 5 décembre, un mot est sur toutes les bouches : celui de la grève, massive et reconductible, celle faisant peur aux patrons et qui peut les faire plier, sur les retraites comme sur le reste. Car les jeunes, qui pour certains ont participé aux différents mouvements dans les facs et les lycées depuis 2016, font directement de la politique contre Macron et son monde et pas uniquement sur telles ou telles revendications sectorielles. Fermer les facs ne fera pas disparaître les étudiantEs. Il s'agit pour les étudiantEs de s'organiser pour contrôler leur mobilisation. Notre tâche, partout où c'est possible, sera de transformer les réunions et assemblées, qui se tiennent, en organes de direction du mouvement, et de les coordonner démocratiquement.

Bastien Thomas

5 DÉCEMBRE ET APRÈS TouTEs les profs détestent la réforme des retraites !

Historique. Une vague énorme. Du jamais vu depuis 2003. Les qualitatifs employés à propos de la mobilisation des personnels de l'éducation jeudi 5 décembre témoignent de son ampleur.

Les chiffres confirment largement ces qualitatifs : sur les 2 millions de grévistes du 5 décembre, 700 000 relèvent de l'éducation nationale. Les taux de grève atteignent 75 % dans le second degré et 70 % dans le premier degré, avec 4 écoles sur 10 fermées.

Ce qui n'a pas manqué de donner des sueurs froides à Jean-Michel Blanquer, qui s'étonnait mercredi qu'à Paris seules 3 écoles (sur 652!) soient en mesure d'assurer l'accueil des élèves. « C'est une grève » lui ont rétorqué les enseignantEs, toujours bienveillants et pédagogues.

Que ce soit dans les départements où la culture militante est restée très vivace comme le 93 ou le 94, ou au contraire là où l'habitude de faire grève s'était éteinte ces dernières années, la mobilisation de personnels a été massive et inédite. Autant de collèges et de lycées fermés faute de cours assurés, cela n'était plus arrivé depuis des années, même lors des mobilisations importantes qui avaient suivi la réforme du collège ou celle, l'année dernière, du lycée.

Et ce qui est peut-être encore plus notable, c'est que ce mouvement s'est inscrit dans une perspective de reconduction. Le vendredi 6, dans de nombreux établissements, la grève a été reconduite avec des taux à peine inférieurs à la veille. Des discussions sont en cours pour



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

le lundi 9 et faire ainsi le pont avec la nouvelle grande journée de grève à l'appel des syndicats, mardi 10.

Annonces de Blanquer : « les calculs ne sont pas bons »

Face à cette mobilisation monstre, le gouvernement et Jean-Michel Blanquer paniquent quelque peu. Certes, dans un premier temps celui-ci s'est laissé aller à son mépris habituel, en osant dire que « Certains vont faire grève parce qu'ils ne comprennent pas tout. » Mais il a ensuite changé de cap et opté pour une stratégie beaucoup plus conciliante en envoyant une lettre par mail à touTEs les enseignantEs, à deux jours de la grève, pour tenter de les rassurer à grand renfort de mensonges et

de promesses farfelues qu'il sera bien incapable de tenir. En particulier, la grande annonce c'est que pour compenser les différences de pensions entre l'ancien et le nouveau système, le gouvernement va augmenter les salaires des enseignantEs. En fait, lorsqu'on fait le calcul, on voit qu'il faudrait, pour réellement compenser, un salaire moyen de plus de 4 300 euros mensuels, soit une augmentation de plus de 1 000 euros par mois. Comment croire qu'un gouvernement qui maintient le gel du point d'indice depuis des années serait disposé à cela ? Et notamment lorsque l'on sait que le budget prévu pour débloquer les salaires des profs est de l'ordre de 500 millions, ce qui, rapporté au 871 000 enseignantEs,

correspond à 48 euros de plus par mois...

La réalité, c'est que les promesses de Blanquer ne sont qu'une duperie de plus, et que les enseignantEs devront se battre pour gagner une vraie revalorisation de leurs salaires, et aussi contre la réforme des retraites qui leur ferait perdre, quoi qu'il arrive, 800 euros en moyenne par mois.

Une mobilisation prometteuse qu'il faut continuer à construire

La mobilisation qui a commencé le 5 décembre ouvre des possibilités que nous espérions depuis longtemps. Elle doit continuer à s'organiser et à se renforcer autour des AG locales, qui sont le lieu où l'on peut retisser du lien entre collègues, avec les parents, avec les autres secteurs. Mais aussi avec la jeunesse, étudiantEs et lycéenEs, qui sont aussi directement visés par la politique de Macron, et qui ont toutes les raisons de rejoindre cette lutte. En systématisant partout les « grèves marchantes » on arrivera à convaincre encore plus de monde de rejoindre la mobilisation : le mardi 10 doit être une journée encore plus forte que le 5 ; le mercredi 11, ce seront des manifestations départementales, comme dans le 93 ou le 94 ; le 12, le 13... et tous les jours jusqu'au retrait de la réforme des retraites, jusqu'à défaire Blanquer et Macron.

Raphaël Alberto

LA POSTE

La grève la plus importante depuis 2003

Alors que le 5 décembre était dans le paysage depuis plusieurs semaines, on pouvait déplorer un certain décalage entre l'ambiance à La Poste et celle dans bien d'autres secteurs. Les discussions sur les retraites n'étaient certes pas inexistantes dans les services, mais ce n'était pas le sujet central. On peut formuler l'hypothèse que les restructurations permanentes, la dégradation brutale des conditions de travail dont la presse s'est faite plusieurs fois l'écho, avaient tendance à écarter, dans une certaine mesure, toute autre préoccupation.

La température a changé durant les deux dernières semaines, et on pouvait sentir que « la sauce prenait » vraiment dans les derniers jours. Une impression nettement confirmée par le nombre de grévistes le 5 décembre. La direction de La Poste a annoncé près de 15% d'agentEs en grève (contre environ 5% lors des mobilisations interprofessionnelles ces dernières années, y compris pendant la lutte contre la loi travail). Les chiffres patronaux sont par ailleurs très largement pipeautés, puisqu'ils sont calculés sur la base de l'effectif total (donc en comptant les agentEs en vacances, RTT, congés maladie – y compris en longue maladie –, formation, etc.). En réalité, on peut affirmer, sans tomber dans les travers des « chiffres politiques », que près d'unE postierE sur quatre a cessé le travail. C'est au-delà des chiffres de 2010. Il faut donc remonter à 2003 pour trouver des chiffres équivalents !



Sud PTT

Saut quantitatif et qualitatif

C'est un signe manifeste qu'il se passe quelque chose de profond. Le paradoxe à La Poste, c'est que le secteur qui est devenu, depuis plusieurs années, le symbole de la conflictualité (les factrices et les facteurs), est aussi celui qui se mobilise le plus faiblement dans le cadre de grèves nationales, notamment interprofessionnelles. Les grèves à la distribution du courrier restent, la plupart du temps, locales et, au mieux, départementales. Or, le 5 décembre, près de 20% des factrices et des facteurs étaient en grève. Les centres de chèques, les centres de tri et les guichets, dont les chiffres sont traditionnellement plus élevés dans ce type de configuration, ne sont pas en reste. Plusieurs services étaient en grève majoritaire, nombre de bureaux de poste étaient fermés.

Un saut quantitatif et qualitatif important donc. La journée du 5, contrairement aux précédentes, a permis que les enjeux sectoriels immédiats se lient avec ceux liés à la politique gouvernementale. Au vu du degré de colère accumulée depuis des années à La Poste, c'est potentiellement explosif. Pour autant, tous les écueils, toutes les difficultés liées à la période ne sont pas levées. Les reconductions, le 6 décembre, ont été marginales. Les équipes syndicales combattives devront déployer une intense activité pour que se multiplient les prises de parole, les AG, afin que le niveau de combativité franchisse encore un palier. Mais on sent bien que, pour la première fois depuis longtemps, c'est à portée de main. Avec un 10 décembre au moins aussi fort que le 5 la grève reconductible peut devenir une perspective immédiate, dans plusieurs secteurs et plusieurs départements.

Édouard Gautier

Les comités en action!

Rendez-vous réussi pour le NPA à la fête de l'Humanité Bretagne

Débats, rencontres, cinéma et musique... la 28^e fête de l'Humanité Bretagne s'est déroulée les samedi 30 novembre et dimanche 1^{er} décembre, à Lanester dans la banlieue de Lorient. Les militantEs du NPA de l'ensemble de la Bretagne historique ont assuré une participation réussie pour ce rendez-vous politique incontournable.

Olivier Besancenot était cette année l'invité du débat « Luttons d'aujourd'hui, luttons de demain ». Au côté d'une militante des Gilets jaunes du Morbihan, d'un élu du PCF de la Sarthe et de Pierre Le Ménahès, ancienne tête de liste NPA sur la région, aux élections européennes de 2014, et principal animateur de la lutte victorieuse à la Fonderie de Bretagne (SBFM), comme syndicaliste CGT. Il y a 10 ans, les salariéEs sauvaient leur usine et leurs emplois au terme d'une lutte exemplaire, visible dans une très belle expo photos. Deux films, l'un consacré à la lutte de la SBFM et l'autre à celle des Gilets jaunes de Saint-Nazaire ont par ailleurs été diffusés un peu avant le débat.



NPA

La discussion portait donc particulièrement sur les luttes d'hier et d'aujourd'hui, questionnant notamment les nouvelles formes de lutte, mais également les convergences et les perspectives. La bataille pour les retraites donnant un fil à plomb et un ancrage aux interventions.

Olivier a insisté sur cette nécessaire convergence des luttes, l'unité des forces sociales et politiques indispensable pour gagner tout en réaffirmant qu'il ne s'agit pas de s'inscrire dans un débouché institutionnel ou électoral. La question du pouvoir doit être posée mais sur la base de l'auto-organisation des travailleurEs, en concluant sur l'exemple de la Commune de Paris.

Il a également rappelé que le mouvement ouvrier doit réaffirmer haut et fort et assumer pleinement son antiracisme face aux stratégies de diversion et de division de notre camp social. Les sans-papiers doivent être régularisés!

Des interventions chaleureusement accueillies et particulièrement applaudies. Celles des militantEs du NPA qui sont intervenus dans le débat ont été très appréciées également.

Échanges, distribution de 4 pages et d'autocollants, vente de livres et de journaux... le stand du NPA, très bien placé, a connu, lui aussi, un franc succès. Bref, une fête réussie pour le NPA!

Sandra 44

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris - 01 49 28 52 44
Lundi: 14h - 20h, mardi au samedi: 12h - 20h

Jeu de société

Kapital, de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot

La Ville brûle, 35 euros.

Dominant ou dominé? Ce n'est pas vous qui choisissez, c'est le hasard du dé, tout comme c'est le hasard de votre naissance qui vous fera appartenir à telle ou telle classe sociale, celui qui obtiendra le plus grand score occupera pour toute la partie la place du dominant, tous les autres seront dominés.

Amusant et didactique

Les joueurs parcourront le plateau de 82 cases (ce qui équivaut à l'espérance de vie moyenne en France) les dominéEs espéreront que la chance les mènera sur les cases Révolution, Grève générale ou au moins un « Tous ensemble » afin de mettre à mal le dominant.

Le ton est donné, *Kapital*, imaginé par Monique et Michel Pinçon-Charlot est un jeu de plateau avec des pions symbolisés par des personnages, à chaque tour le joueur tire une des cartes (sur lesquelles figurent de précieuses informations) selon sa classe. Le dominant ne cesse de recevoir des avantages fiscaux, des sorties culturelles qui lui permettent de gagner des K (la monnaie du jeu) et d'élargir ainsi son champ de socialisation avec ses pairs. Le dominé se voit lui obligé de payer un supplément de scolarité pour ses enfants, de soins médicaux parce qu'ils ne sont plus remboursés suite aux récentes réformes de la sécurité sociale, alors forcément il perd des K financiers mais aussi culturels et sociaux, il s'isole. C'est pour cela que les joueurs dominés ne rêvent que d'une chose: la chute du dominant. Les deux sociologues ont élaboré un jeu de société amusant et didactique. Sous une forme très ludique, ils explicitent les rouages du capitalisme et le fonctionnement des classes sociales dominantes qui se transmettent leur capital financier,



culturel et relationnel de génération en génération « formant de véritables dynasties familiales ».

Ces familles ont su créer de grands réseaux d'entraide puisque leur survie en dépend.

Comme ils le disent dans leurs ouvrages sur les ultra-riches, ce n'est pas simplement une lutte de classe c'est une véritable guerre de classe que mène les dominants sur les dominés.

Une question est posée sur la boîte du jeu: « Qui gagnera la guerre de classe? »

Après une année de mouvement social des Gilets jaunes et un début de touTEs ensemble contre la réforme des retraites, ne serait-il pas temps pour nous de remporter cette guerre? En attendant de gagner dans la rue il est toujours possible de se retrouver autour de ce jeu très réjouissant.
Béatrice Walylo et Philippe Poutou

Cinéma

Gloria Mundi, de Robert Guédiguian

Film français, 1h47 minutes, sorti le 27 novembre 2019.

Gloria Mundi, le dernier film de Robert Guédiguian, fait preuve d'une intensité, d'une lucidité qui confirme une évolution salubre déjà visible dans son précédent film, *la Villa*. On y voyait la fin d'une génération complètement désillusionnée, et une nouvelle qui ne reprend pas à son compte le « passif bureaucratique » des parents et cherche ses propres moyens d'expression dans une mondialisation qui impose sa loi avec les effets dévastateurs qui l'accompagnent.

La précarité frappe à toutes les portes

Ce qui reste permanent, c'est Marseille et les acteurEs de toujours, Ariane Ascaride, Jean-Pierre Darroussin et Gérard Meylan. Et la famille, mais surtout pas en mode tranquille; Ariane Ascaride est femme de ménage dans les hôtels de luxe et les paquebots qui font



en concurrence. Les situations, le jeu des acteurs sonne juste, particulièrement le groupe des quatre jeunes (Anaïs Demoustier, Robison Stévenin, Lola Naymark, Grégoire Leprince-Ringuet).

Lentement l'histoire se met en place, la mécanique du piège qui se referme, fonctionne parfaitement. Juste un bémol: la grève des femmes de ménage qui font bien triste figure face à une Ariane Ascaride offensive. Les dernières luttes qui se sont menées dans les grands hôtels en particulier ont montré un tout autre rage et détermination que celle présente dans le film. Mais l'essentiel est ailleurs. On ne peut pas manquer de faire le rapprochement avec le dernier film de Ken Loach, au moins aussi noir pour ce qui est de la précarisation du travail, mais aussi à Pagnol par la violence des drames familiaux masquée par la banalité du quotidien. Bref une réussite.
Jean-Marc Bourquin

escale, son compagnon (Jean-Pierre Darroussin) est chauffeur de bus, son ex (Gérard Meylan), père de ses enfants, sort de prison. La précarité frappe à toutes les portes, et la communauté familiale doit faire face. Plus de syndicalistes, de projets politiques, de lendemains qui chantent, et la vie quotidienne avec ses lois qui placent les individus

Rendez-vous

PROCÈS EN CORRECTIONNELLE:
NE LES LAISSONS PAS CRIMINALISER LES GREVES

Gaël Quirante, secrétaire départemental SUD Poste 92

TOUTES ET TOUS A NANTERRE LE MERCREDI 18 DECEMBRE A 8H

179 AVENUE FREDERIC ET IRENE JOLIOT CURIE - RER NANTERRE PREFECTURE

NPA

LUNDI 16 DÉCEMBRE / 20H

MACRON DÉGAGE! SYSTEME DÉGAGE!

Avec **OLIVIER BESANCENOT (NPA)**,
KAMEL AÏSSAT (PST - Algérie)
et des animateurEs/trices de la grève sur les retraites

À LA BELLEVILLOISE / 19-21 RUE BOYER, PARIS 20^e / 1^{er} Gambetta ou Ménilmontant

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE / NPA2009.ORG

Allemagne, 30 ans après.

Du « Tournant » à l'Ostalgie: les travailleurEs face à la réunification

Après l'enthousiasme de la chute du Mur le 9 novembre 1989, la réunification est menée à grande vitesse par le chancelier de droite Helmut Kohl. En quelques mois, la RDA est absorbée par la RFA et son économie réintégrée dans l'économie capitaliste occidentale. À l'Est, les conséquences pour la population sont brutales, notamment pour la classe ouvrière qui subit de plein fouet le démantèlement et la privatisation des entreprises d'État.



PHOTO: GUY LAWRENCE/GETTY IMAGES

À l'Est comme à l'Ouest, la réunification était souhaitée par la population. Les grandes manifestations en RDA à l'automne 1989 ont révélé une aspiration profonde à faire tomber cette frontière aussi absurde que violente, qui coupait la société en deux. Les slogans souvent ironiques sur les pancartes des manifestantEs qui ont défilé à Berlin par centaines de milliers le 4 novembre exprimaient le ras-le-bol de la population de RDA contre ce régime sclérosé qui osait se revendiquer du peuple. « Wir sind das Volk » (« Nous sommes le peuple ») ou « Wir sind EIN Volk » (« Nous sommes UN peuple ») : la réunification était une réelle aspiration populaire, tout comme la revendication « Des privilèges pour tous ! » qu'on pouvait lire sur les pancartes. Mais comment y parvenir ?

Un processus contrôlé par le sommet

La RFA, ses libertés démocratiques et son économie florissante avaient de quoi séduire, d'autant que les AllemandEs de l'Est voyaient davantage les supermarchés remplis que la dure exploitation des travailleurEs, notamment immigrés. Et surtout, en l'absence d'autres perspectives politiques, il n'y avait guère d'autre option apparente que de se fondre dans le moule de la RFA. En effet, ceux qui ont dirigé le mouvement n'étaient autres que les cadres « réformateurs » du régime, qui sentaient la fin proche et cherchaient à se recycler. Ils participaient aux manifestations, parlaient dans les meetings... sans forcément susciter d'engouement, mais sans rencontrer d'opposition sérieuse. En face, les autres organisateurs du mouvement ne proposaient guère mieux : des manifestations silencieuses appelées par les églises (des lieux de réunions pratiques !) comme à Leipzig ou des meetings du Neues Forum (« Nouveau Forum »). Ce groupe plutôt démocrate et libéral a été à l'initiative de plusieurs actions, mais n'a jamais vraiment assumé le rôle de direction du mouvement, malgré une influence certaine à l'automne 1989. Car ce qu'il revendiquait, les « réformateurs » du régime le proposaient aussi : défaire par en haut ce qui avait été instauré par en haut (nationalisations, planification, contrôle de l'économie...). Tous parlaient

de libéraliser le régime et d'élections libres, sur le modèle de la RFA. Ce n'était pas la revendication de la mobilisation populaire qui était large et profonde, mais la direction qui lui a été donnée, faute d'autres perspectives. Personne n'a mis en avant les intérêts des travailleurEs, pour qu'ils et elles prennent leurs affaires en main face aux futurs ex-bureaucrates de l'Est et aux capitalistes de l'Ouest. Les nouveaux cadres de RDA ont surfé sur le mouvement pour préserver leurs intérêts dans un régime en panne qui n'en avait plus pour longtemps, quitte à faire tomber le Mur. Mais à la fin, c'est l'Allemagne de l'Ouest qui a gagné. Dès le mois de décembre, le SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne – au pouvoir depuis 1946) se transforme en PDS (Parti du socialisme démocratique). En parallèle, les syndicats et partis de l'Ouest s'engouffrent dans la brèche et s'assurent de garder le contrôle de la situation.

Cette « révolution tranquille » est bien contrôlée. Nulle part les travailleurEs ne parviennent à faire entendre leur voix en s'organisant pour exprimer leurs revendications. En un sens, la population a été victime des événements et n'a pas pu vraiment peser dessus. Les causes sont profondes : illusions dans la démocratie occidentale, perte de traditions de lutte... Le résultat de la politique des stalinienEs qui a stérilisé le mouvement ouvrier, liquidé ses organisations, ses militantEs combattifs et décrédibilisé les idées communistes en imposant cette caricature stalinienne qu'était la RDA. Aux élections de mars 1990 dans l'ex-RDA, la CDU du chancelier Helmut Kohl remporte presque 50% des voix en se faisant le chantre d'une réunification rapide et réussie. Les autres partis sont balayés, y compris le Neues Forum, incapable d'incarner une alternative. Le PDS se maintient dans quelques régions, signe d'une certaine méfiance à l'égard de ce « Tournant » opéré par en haut. Il y avait en effet de quoi être méfiant !

Les capitalistes de l'Ouest à la manœuvre pour liquider l'économie est-allemande

De fait, la réunification est une belle opération pour les capitalistes de l'Ouest. Ils prennent déjà une revanche politique sur le prétendu « socialisme », et en tirent

sidérurgique Eko Stahl (aujourd'hui ArcelorMittal) à Eisenhüttenstadt ou la raffinerie de Leuna (qui appartient désormais à Total). La Treuhand offre des subventions énormes aux capitalistes qui reprennent ces boîtes, pour éviter (ou retarder) la crise sociale. C'est donc l'argent public qui est utilisé pour réunifier les économies, entraînant une détestation commune de cette Treuhand à l'Est et à l'Ouest. Mais également le préjugé que les Osis (ceux de l'Est) ont coûté cher aux Wessis (ceux de l'Ouest). Paradoxalement, cette privatisation a en effet coûté pas mal d'argent à la collectivité.

Certains ont parlé de colonisation de l'Est par l'Ouest, notamment des partis de gauche, car ces privatisations ont en premier lieu bénéficié aux capitalistes qui attendaient leur heure en RFA. Mais les anciens cadres de l'Est se sont aussi recyclés à la tête des anciennes entreprises d'État : plusieurs milliers d'entre elles sont passées sous leur contrôle (Management Buy-Out, MBO). Ces bureaucrates stalinienEs devenus capitalistes ont su s'en sortir malgré la concurrence. Pour les travailleurEs de l'Est, c'est une autre histoire...

Une réunification sur le dos des travailleurEs

CertainEs sont partis, mais le principal fléau fut le chômage : l'industrie est passée de 3,3 millions à 800 000 salariéEs entre 1988 et 1994, date de la fin des privatisations. Dans les régions de l'ex-RDA, la population active est passé de 10 millions à 6,5 millions en 30 ans. Dans les années 1990, le taux de chômage officiel avoisinait les 20% dans les régions de l'Est. Les salaires y ont été augmentés, mais sont longtemps restés bien en-dessous de ceux de l'Ouest... car les salariéEs n'étaient pas assez productifs, selon les patrons ! Les prix ont flambé à partir de 1990 avec la réunification monétaire et la fin des subventions. Certes il y avait désormais des produits dans les supermarchés, mais les travailleurEs n'avaient pas les moyens de se les procurer ! L'espoir de pouvoir consommer comme en Occident s'est un peu dissipé, même si les bananes n'étaient

désormais plus des marchandises rares réservées à l'élite... Encore aujourd'hui les conséquences économiques de la réunification et la pauvreté se voient dans les régions de l'ex-RDA. L'industrie a été liquidée dans plusieurs Länder. Le taux de chômage officiel y est plus élevé : 6,5% contre 4,7% à l'Ouest.

Voilà pourquoi (et contre quoi) il aurait fallu que les travailleurEs s'organisent. Mais les syndicats de l'Ouest se sont très vite installés à l'Est pour maintenir l'ordre et encadrer les mouvements de protestation, qui sont restés limités. Il y a pourtant eu des luttes ouvrières contre les fermetures d'entreprises, qui ont souvent mobilisé l'ensemble de la population à l'échelle locale. En 1993, dans la petite ville de Bischofferode (en Thuringe), une mine de potasse est occupée par les salariéEs pour résister à la fermeture d'un site pourtant rentable. Si ce mouvement rencontre un certain écho auprès des autres salariéEs confrontés aux mêmes problèmes, il ne parvient pas à s'élargir. Les entreprises ferment les unes après les autres et l'amertume s'accroît à l'Est, en même temps que les écarts avec l'Ouest demeurent en termes de niveau de vie, de taux de chômage...

« Ostalgie »

Cette réunification à la sauce capitaliste a laissé des traces dans les têtes. L'Ostalgie (nostalgie de l'Est) ne signifie pas l'adhésion au régime de la RDA, mais un malaise profond d'une partie de la population. Ce malaise a pu s'exprimer à quelques occasions dans la rue, notamment en 2004, quand des manifestations contre les réformes anti-ouvrières dites « Hartz IV » menées par le gouvernement SPD de Schröder sont organisées tous les lundis, comme à l'automne 1989. Mais sans lendemain.

Certes, des pauvres il y en a partout en Allemagne, y compris dans l'Ouest riche ou en Bavière. Et il y a aussi des riches à l'Est. Mais la réunification a été brutale et c'est la classe ouvrière qui en a payé le prix, surtout à l'Est. Ce malaise demeure et faute d'autres perspectives, il s'exprime parfois électoralement par le vote pour Die Linke ou l'AFD. Les marches du lundi et le slogan « Wir sind das Volk » ont été récupérés par l'extrême droite xénophobe, qui a trouvé là un terrain fertile pour opposer les immigrés aux « vrais » AllemandEs et diviser les travailleurEs. Pourtant, cette classe ouvrière a derrière elle une longue tradition de lutte, qu'elle pourrait bien retrouver afin de prendre cette fois-ci ses affaires en main et défendre ses intérêts, qui sont ceux de tous les travailleurEs d'Allemagne, immigrés ou non, de l'Est comme de l'Ouest. Car derrière ce « peuple », il y a surtout une seule et même classe ouvrière. L'avenir lui appartient.

Chris Miclos



DR

GRANDE-BRETAGNE: quels sont les enjeux de l'élection générale?

Par Fred Leplat, membre de Socialist Resistance.

L'élection générale du 12 décembre en Grande-Bretagne sera la plus importante depuis 40 ans. En 1979, Margaret Thatcher devenait Première ministre, introduisant des politiques néolibérales avec une vague de privatisations et le démantèlement de l'État-providence. Malgré les luttes héroïques des années 1980, en particulier la grève des mineurs qui a duré un an, les défaites du mouvement syndical ont eu un effet durable. Cela a été particulièrement évident avec le changement politique au sein du Parti travailliste, Tony Blair devenant chef du parti puis Premier ministre pendant dix ans, jusqu'en 2007.

Les effets de la crise de 2008

Le blairisme était une continuation du néolibéralisme avec ses privatisations, ses partenariats public-privé et son alliance avec les États-Unis, qui a conduit la Grande-Bretagne à se joindre à l'invasion désastreuse et impopulaire de l'Irak en 2003. Les ondes de choc de la crise économique de 2008, suivie par l'austérité, et celles de la victoire inattendue du Brexit au référendum de 2016, font maintenant voler en éclats toutes les certitudes politiques habituelles. La crise économique de 2008 a eu pour conséquence l'effondrement du blairisme et l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste en 2015. Il s'agissait d'un retour à un programme réformiste de gauche qui, dans la conjoncture actuelle, constitue une rupture radicale avec le néolibéralisme. Son élection a entraîné un afflux massif de membres, portant le Parti travailliste à plus de 500 000 membres, dont les deux tiers ont élu deux fois Corbyn à la tête du parti. Ces nouveaux membres sont jeunes et appuient Jeremy Corbyn et ses politiques, résumées dans le titre du manifeste pour l'élection générale de 2017: «*For the Many - Not the Few*».

Le référendum sur le Brexit

Le référendum de 2016 a ouvert les portes au racisme et au nationalisme. Ceux qui ont fait campagne pour le Brexit, comme Boris Johnson et Michael Gove du Parti conservateur et Nigel Farage du parti UKIP/Brexit, ont avancé des thèmes similaires à ceux de Trump: reprendre le «contrôle» de Bruxelles, fermer les frontières, rendre la Grande-Bretagne de nouveau «grande». En outre, le Brexit proposé était un approfondissement du néolibéralisme avec un assouplissement accru de la réglementation du travail et de l'environnement. C'est pourquoi des sections de la gauche radicale, y compris Socialist Resistance, ont appelé à voter contre le Brexit lors de ce référendum, sans aucune illusion dans l'Union européenne. La position du Parti travailliste était en faveur de «Rester et réformer». Cependant, une grande part de la gauche radicale, issue d'une tradition marxiste, comme le Parti communiste, le Socialist Workers Party et le Socialist Party (ex-Militant) ont appelé à voter pour un Brexit de gauche. La campagne officielle en faveur du *Remain* était faible, suggérant que l'UE était progressiste et minimisait ses aspects néolibéraux. Elle n'a pas vu le danger venir. La faible victoire du Brexit avec 52% reflète les profondes divisions



WIKIMEDIA COMMONS

qui règnent dans le pays. Toutes les grandes villes, à l'exception de trois d'entre elles, ainsi que l'Irlande du Nord et l'Écosse, ont voté pour le *Remain*. Ce sont aussi les jeunes et les minorités ethniques qui ont voté massivement contre le Brexit. Depuis le référendum de 2016, la montée de la droite dure au sein du Parti conservateur et du parti d'extrême droite Brexit (anciennement UKIP) dirigé par Nigel Farage a été implacable. Le parti Brexit est arrivé premier, avec 30,5% des voix, aux élections européennes de 2019, devant les Libéraux-Démocrates, les Travaillistes, les Verts, poussant les Conservateurs à la cinquième place avec un peu moins de 9% des voix.

L'ascension de Boris Johnson

Le manifeste radical de Corbyn, ainsi que sa promesse de ne jamais lancer une frappe nucléaire, ont mis en colère la classe dirigeante et la droite, y compris dans le Parti travailliste. Néanmoins, ses propositions sont populaires et ont vu le Parti travailliste augmenter sa part du vote aux élections générales de 2017, et être en mesure, avec d'autres partis d'opposition, d'empêcher le gouvernement Conservateur de poursuivre un Brexit dur ou sans accord. Cela a conduit Theresa May à démissionner de son poste de Première ministre en juillet 2019 et Boris Johnson à devenir chef du Parti conservateur et Premier ministre.

Boris Johnson, qui avait fait campagne pour le Brexit lors du référendum de 2016, est à la droite du Parti conservateur et est enclin à faire des commentaires racistes. Il s'est opposé aux accords de Theresa May pour le Brexit, arguant qu'ils faisaient trop de concessions à l'Union européenne. Il a entraîné le Parti conservateur plus à droite, en faisant des concessions au parti d'extrême droite Brexit, avec des politiques concernant les migrants et la sécurité, et en envisageant la possibilité d'un Brexit sans accord. Il a exclu du Parti conservateur 21 députés qui avaient voté contre l'accord qu'il avait négocié après avoir été élu Premier ministre. Bon nombre de ceux qui ont été exclus du Parti conservateur, ainsi que l'ancien Premier ministre John Major, appellent maintenant à voter tactiquement afin d'empêcher une majorité conservatrice de livrer un Brexit dur ou sans accord.

Campagne polarisée

Le Brexit et l'austérité sont les lignes de démarcation profondes de cette élection générale, qui est la plus polarisée depuis plus d'une génération. Boris Johnson fait valoir qu'il veut «faire le Brexit» sans écarter la

possibilité d'un Brexit sans accord à la fin de la période de transition de 2020, maintenir les impôts à un bas niveau, introduire des contrôles plus sévères de l'immigration, et maintenir un cap néolibéral. Il a dû faire une concession en déclarant qu'il protégerait le NHS, service national de santé. La campagne des Conservateurs a été remarquée pour son manque d'annonces politiques et s'est concentrée sur les attaques contre le Labour et Corbyn en particulier. Ils se sont présentés comme ceux qui se mettent au côté du peuple contre le Parlement et les élites londoniennes qui veulent faire échouer la décision du référendum de 2016.

Le Parti travailliste a maintenant pris la décision d'organiser un autre référendum, avec la possibilité de rester dans l'Union européenne, s'il forme un gouvernement. C'est la seule façon démocratique de résoudre cette crise, maintenant que les conséquences d'un Brexit des Conservateurs sont claires. Mais la campagne électorale des Travaillistes va bien au-delà de la simple résolution du Brexit. Le manifeste de cette année, «*Il est temps de changer les choses*», est plus radical que celui de l'élection générale de 2017. Il offre une vision d'un autre type de société après 10 ans d'austérité: augmenter les impôts sur les entreprises et les riches pour payer la reconstruction des services publics, en particulier l'éducation, la santé et le logement, remettre en

propriété publique les chemins de fer, l'eau et autres services, un New Deal vert, augmenter le salaire minimum, supprimer les contrats sans heures et rétablir les droits syndicaux.

Poussée à gauche

Personne ne croit sérieusement que le prochain gouvernement travailliste prévoit une attaque majeure contre le capitalisme britannique. John McDonnell, le porte-parole des finances pour les Travaillistes, présente les arguments en faveur des dépenses d'infrastructures et de recherche comme étant bons pour les affaires. Les hausses d'impôt proposées pour les plus riches sont très modestes, et inférieures à ce qu'elles étaient avant 2010. Le Parti travailliste cherche à obtenir l'appui des travailleurs du secteur public qui ont subi une décennie de réductions salariales, des travailleurs du secteur privé qui ont des contrats à temps zéro ou qui sont obligés de travailler à leur compte, des parents qui voient que les écoles de leurs enfants manquent de personnel et s'effondrent, et de tous ceux qui doivent utiliser un hôpital ou dont un parent âgé nécessite des soins. Il s'agit d'un programme qui rompt radicalement avec l'austérité, donne l'espoir d'une amélioration majeure de la vie pour de nombreuses personnes et offre la possibilité d'en demander davantage.

Quel que soit le résultat des élections du 12 décembre, Corbyn et le nouveau manifeste du Parti travailliste ont radicalisé et mobilisé un grand nombre de personnes, en particulier les moins de 35 ans, qui participent activement à la campagne électorale. Un mouvement social de gauche a été créé, qui ne disparaîtra pas. Les récentes grandes manifestations et les grèves d'écoliers contre le changement climatique vont s'intensifier, puisque le prochain sommet sur le climat de la COP aura lieu à Glasgow en décembre 2020. Et la campagne pour l'indépendance de l'Écosse se poursuivra puisque le Scottish National Party est sur la bonne voie pour remporter la plupart des sièges au nord de la frontière avec l'Angleterre.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

SNCF: LES DÉGÂTS DE LA SOUS-TRAITANCE. Pour réduire sa masse salariale, la SNCF multiplie le recours à la sous-traitance [...]. Mais quel est le bilan exact de cette sous-traitance? Nul ne semble le savoir. Car si le recours à des salariés moins qualifiés, moins payés, moins protégés permet, en apparence, de faire des économies en termes de masse salariale et d'effectifs – ce qui contribue aussi à rendre déficitaire le régime de retraite spécifique des cheminots –, il existe d'importants coûts cachés. [...] En moins de vingt ans, le montant des dépenses de sous-traitance «travaux» a été multiplié par quatre pour atteindre 2,9 milliards d'euros en 2017. L'essentiel des dépenses est consacré à la maintenance et à la réfection des voies, dont près d'un quart sont en piteux état. Et les gros groupes du BTP – Eiffage, Bouygues et Vinci – raflent 70% de la mise. La SNCF ne communique pas sur cette proportion écrasante des multinationales parmi ses sous-traitants, préférant généralement insister sur la place qu'elle accorderait aux PME. [...]

Le coût global se joue sur la qualité du réseau à long terme, avance [Edwige Bues, du cabinet d'expertise Deges]. Et là, il pourrait y avoir de mauvaises surprises. «Avant, quand on rendait la voie, elle était d'équerre, prête pour durer cinquante ans. Maintenant, les responsables disent que si cela dure vingt ans, ce sera pas mal. On risque donc de devoir renouveler ces voies plus vite et donc, au final, cela coûtera plus cher.»

À la SNCF comme ailleurs, le développement massif de la sous-traitance entraîne un transfert des risques vers des salariés moins bien formés et moins protégés. [...] «Le milieu ferroviaire demeure dangereux, ce qui souligne l'importance de l'application de règles strictes, de formations initiales et continues de haut niveau», souligne la CGT [...]. Pour le syndicat, «l'accroissement de la sous-traitance notamment pour la maintenance des infrastructures entraîne l'abaissement des règles de sécurité». L'établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF), cité dans le dernier rapport de la Cour des comptes sur les ressources humaines, considère que la performance de la SNCF en matière de sécurité des personnels au travail est «acceptable». «En effet, le nombre de morts et blessés graves pondérés par train-km en 2017 est de 4,53 pour un objectif fixé à la France par l'Union européenne de 6,06.»

Autrement dit, conclut Jean-René Delépine, «on peut continuer à déréguler et à dégrader les conditions de travail, puisque l'on est en deçà du taux de morts acceptable!»

Nolwenn Weiler, «À la SNCF, la sous-traitance coûte très cher, y compris en termes de sécurité», *Bastamag*, 9 décembre 2019

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €			
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org